



Rapport narratif

Opération 11.11.11. 2013

Programme CADTM 2013-2015

Synergies Sud-Sud pour abolir la dette et construire un monde basé sur la justice sociale et le respect de la nature

Programme n° 12007

2013 – 1^{ère} Année du Programme

1. Rappel des objectifs du projet

Le programme « Partenaires » est destiné exclusivement au Sud et constitue le résultat d'une élaboration collective avec ses partenaires du Sud, plus précisément avec les Comités de coordination des réseaux continentaux en Afrique et en Amérique latine-Caraïbes. Il s'inscrit dans la continuité du programme Partenaires triennal 2010-2012 avec les deux axes **Renforcement du CADTM Afrique** et **Synergies Sud-Sud** qui demeurent présents mais sont intervertis par rapport au précédent programme. Cela est dû au poids prépondérant à partir de 2014 de l'axe Synergies Sud-Sud en raison du postulat de la confirmation du transfert du Secrétariat international (SI) du réseau CADTM dont la responsabilité actuelle repose sur le CADTM Belgique vers ATTAC/CADTM Maroc.

Lors de l'Assemblée mondiale du réseau CADTM tenue en mai 2013 à Bouznika/Maroc, il a été décidé de transférer non pas l'entièreté du SI du réseau CADTM vers ATTAC/CADTM

Maroc mais de mettre en place un Secrétariat international partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC/CADTM Maroc.

Le programme « Partenaires » du CADTM s'inscrit sur une période de trois ans et se fixe plusieurs objectifs fondamentaux pour les axes composant ledit programme :

- **Renforcer les capacités des partenaires en termes de recherche et de production d'analyses** sur la question de la dette et du développement, en lien avec la thématique du genre ;
- **Renforcer les capacités des partenaires en termes d'action d'éducation permanente** ;
- **Renforcer l'autonomie du réseau CADTM au Sud** en facilitant le travail de coordination des structures continentales du Sud et en renforçant les collaborations et les synergies entre les partenaires du Sud ;
- **Augmenter la sensibilisation et la formation des citoyen-ne-s du Sud et du Nord**, quant à la nécessité d'une véritable annulation de la dette du Tiers-Monde ainsi que d'un changement radical de politique, mettant au centre de la réflexion, les besoins humains fondamentaux ;
- **Augmenter la sensibilisation des médias** aux enjeux du droit au développement en relation avec la dette ;
- **Renforcer l'interpellation des représentant-e-s politiques** (du Sud et du Nord) **et des organisations internationales** (CEDEAO, FMI, Banque mondiale...) sur la nécessité de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement soutenables.

2. Evolution du contexte

Si le printemps arabe a suscité énormément d'espoirs d'inflexions dans les rapports de force au niveau international, en 2013, malheureusement, nous assistons à un enlisement de ces processus d'émancipation sociale et démocratique. Cependant, le mécontentement populaire généralisé qui demeure n'exclut pas de nouveaux soulèvements d'envergure susceptibles de changer la donne actuelle.

Partout dans les pays d'Afrique du Nord, la situation politique, économique et sociale ne cesse de se dégrader et ce, à tous les niveaux. Sur le plan social, la donne est catastrophique : les taux de pauvreté explosent (cf. au Maroc, il atteindrait 28% selon l'indice multidimensionnel de la pauvreté), le chômage, qui touche en particulier les jeunes diplômés-

e-s, croît sans cesse, l'enseignement est sinistré tout comme la santé publique est « malade », s'ajoute à tout cela la hausse perpétuelle des prix des aliments, des carburants et des matières essentielles qui contribue depuis 3 ans au creusement des inégalités. Face à cette descente aux enfers pour les masses populaires, la lutte s'organise : luttes des syndicats pour la défense des acquis dans le secteur public (enseignement, santé, justice, ...) et privé (mines, textile, hôtellerie, agriculture,...), luttes des diplômé-e-s chômeurs/euses pour leur droit au travail, luttes pour le droit au logement, contre la cherté de la vie, luttes des femmes victimes des effets désastreux du système des microcrédits, luttes des migrant-e-s subsaharien-ne-s, etc.

Ces protestations sociales et mobilisations populaires font l'objet de véritables campagnes de répression menées par les autorités. Toutes les voix dissidentes et structures organisées ou non (cf. Mouvement du 20 février au Maroc, syndicats, associations de défense des Droits de l'Homme, etc.) subissent des harcèlements de toutes sortes, le pouvoir en place essayant par tous les moyens d'instaurer un climat de peur et de criminaliser les mouvements sociaux.

Les dettes publiques quant à elles n'ont de cesse que d'augmenter et constituent un poids énorme pour les budgets des Etats. La dette publique de la Tunisie a ainsi augmenté de 49% en 3 ans (de 2011 à 2013). Celle de l'Egypte est passée de 26 à 31 milliards de dollars en une seule année. Si les taux d'endettement ne cessent de s'accroître, le remboursement des emprunts constitue une priorité pour la majorité des gouvernements ayant opté pour la voie néolibérale. Ainsi, au Maroc, le service de la dette absorbe 39% du budget général de l'Etat et représente grosso modo 2,7 fois le budget de l'éducation, 9 fois le budget de la santé et plus du double du budget alloué aux investissements publics... Le FMI poursuit sa politique offensive en prêtant massivement aux Etats d'Afrique du Nord en échange de l'application de conditions allant à l'encontre du droit des peuples à l'autodétermination et au développement. A titre d'exemple, en 2013, la Tunisie et le Maroc se sont vus imposés des plans d'ajustements structurels consacrant l'application de mesures socialement rétrogrades : gel des salaires et des créations d'emplois dans la fonction publique, démantèlement du système de subventions des produits de base, du système des retraites et de l'assurance maladie, baisse des dépenses publiques dans les secteurs sociaux, etc. Parallèlement aux actions du FMI, les États européens continuent de faire pression sur des pays comme la Tunisie, l'Égypte ou encore le Maroc et la Jordanie pour appliquer de nouveaux accords de libre-échange dits « approfondis » et « complets ». Lesdits accords, dont les négociations se font de manière secrète, n'ont pour finalité que d'approfondir davantage les libéralisations de quasi tous les secteurs de l'activité économique et d'ouvrir les marchés de ces États aux produits européens.

Face à l'ensemble de ces évolutions peu porteuses d'espoirs en termes d'émancipation des peuples, le CADTM international et le réseau du CADTM Afrique ont entrepris toute une série d'actions :

- Tout au long de 2013, RAID-ATTAC-CADTM a activement participé aux mobilisations populaires en Tunisie en réaction à l'extension et à l'approfondissement de la crise (cf. création en novembre 2013 d'un collectif, le RCLCDD, dont l'audit constitue l'une des finalités essentielles, organisation d'une grande conférence afin d'alerter l'opinion publique sur les dangers d'une politique d'austérité et de rigueur

budgétaire couplée au renforcement du néolibéralisme, ...) tout en poursuivant énergiquement, avec le soutien du réseau CADTM, sa campagne internationale pour le moratoire, l'audit et l'annulation de la dette tunisienne initiée en 2011. Pour rappel, l'objectif de cette campagne est d'annuler les dettes odieuses et illégitimes issues de l'ère Ben Ali et de permettre au pays de lancer un nouveau processus démocratique libéré de la pression exercée par les créanciers extérieurs ;

- La forte implication du CADTM et tout particulièrement du CADTM Afrique au FSM de 2013 qui s'est tenu à Tunis avait non seulement comme objectif de soutenir et de renforcer les mouvements sociaux, citoyens et populaires qui participent depuis 2011 à la construction d'un processus révolutionnaire en Tunisie mais visait aussi à accentuer la mobilisation nationale et internationale autour de la revendication de l'annulation de la dette de ce pays. Le FSM a également permis à ATTAC/CADTM Maroc de faire connaître la répression dont elle est l'objet en appelant à toutes les organisations de luttes présentes au FSM de les soutenir via une pétition afin qu'elle obtienne enfin son droit au récépissé légal ;
- La décision de la mise sur pied d'un Secrétariat international partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC/CADTM Maroc lors de la 3^{ème} Assemblée mondiale du réseau fut également une façon pour le CADTM de soutenir ATTAC/CADTM Maroc pour son engagement quotidien dans diverses luttes locales et sa participation dans le mouvement du 20 Février, mouvement marocain du printemps arabe ;
- Le CADTM diffuse également de manière systématique tous les communiqués dénonçant la répression des mouvements sociaux dans ces pays où le réseau est implanté.

En Afrique sub-saharienne, les conflits internationaux, la convoitise pour les matières premières et les interventions étrangères armées affligent toujours les peuples. Les militant-es du CADTM Afrique y sont directement confrontés en RDC, en Côte d'Ivoire et au Mali. Les IFI (Institutions Financières Internationales) profitent des crises politico économiques et institutionnelles qui ravagent certains pays africains pour les inonder de prêts illégaux aux conditionnalités socialement désastreuses, le tout afin de les maintenir dans la spirale de la dette. Le CADTM Afrique a dénoncé l'intervention militaire de la France et de ses alliés au Mali en janvier 2013¹. Le CADTM qui condamne les violences faites aux femmes et les violations des droits humains quels qu'en soient les auteurs s'oppose ainsi à l'instrumentalisation de ces crimes pour justifier l'ingérence étrangère et les guerres qui visent le contrôle des matières premières. Ces diverses thématiques ont fait l'objet de plusieurs ateliers durant le FSM. Enfin tout au long de 2013, le CADTM international a exprimé son soutien à l'action de la CAD-Mali qui a dénoncé, via la publication de déclarations et la réalisation d'interpellations politiques, l'attitude de la CEDEAO et de ses alliés dans la crise malienne, le processus électoral imposé par la France et les USA ainsi que le simulacre de renouveau de la justice au Mali.

¹ Voir le communiqué de presse : « Le Réseau CADTM Afrique condamne l'intervention militaire de la France

En Amérique latine, après une période de conjoncture économique favorable due en grande partie à la hausse des prix des matières premières, la croissance s'est peu à peu essoufflée. Ainsi en 2013, le taux de croissance du PIB est passé de 5 à 3,5%. Cette situation causa l'émergence d'une vague d'incertitude quant aux capacités des pays d'Amérique latine à maintenir des politiques sociales réduisant significativement pauvreté et inégalités. De fait, le ralentissement de la croissance et la réduction des recettes tirées des exportations entravent la persistance de telles politiques sans devoir recourir à des mesures inflationnistes. Ce problème est particulièrement grave en Argentine et au Venezuela où les taux d'inflation dépassent les 20%.

Au niveau politique, des conflits ont attisés des tensions sociales. Au Venezuela, le décès d'Hugo Chavez suscita de nombreuses interrogations quant aux aptitudes de son successeur à maintenir la situation économique actuelle. Dans ce contexte, les contrats d'endettement de la compagnie pétrolière PDVSA (appartenant à l'État vénézuélien) conclus avec la Chine, de par leur manque de transparence susceptible de générer de nombreux problèmes futurs, prennent une importance particulière. En 2013, la détérioration de la situation économique provoqua des protestations sociales massives en Colombie et au Brésil. Bien qu'il n'existe pas de cause « unique » au mécontentement populaire, les peuples de ces deux pays se sont soulevés contre la piètre qualité et les coûts élevés des services publics et contre la mauvaise gestion des secteurs d'exportation. En dépit de ces soulèvements, Colombie et Brésil ont continué à prioriser le remboursement de la dette sur la satisfaction des besoins sociaux de leurs populations. Face à cette indifférence des gouvernements aux revendications de leurs peuples, le réseau CADTM AYNA a renforcé ses collaborations avec d'autres mouvements sociaux latino-américains afin de démontrer que l'audit de la dette est un outil au service du changement social et de l'amélioration du bien-être des populations. Dans les années à venir, le CADTM AYNA entend bien intensifier son travail afin de consolider la mise en place d'audits de la dette dans les pays d'Amérique latine où il est présent et actif.

3. Activités organisées

Quelles ont été les principales activités organisées ? Quel a été leur impact ? (nombre de participants, de personnes touchées directement et indirectement, impact médiatique, ...)

Une remarque préalable : le Programme triennal tel qu'il avait été élaboré début 2013 prévoyait un budget annuel de 100.00€ (45.000€ provenant de l'Opération 11.11.11., 45.000€ du doublement WBI et 10.000€ du CADTM Belgique).

Les sommes octroyées par le CNCD et WBI représentant de 40. 622, 80€ (auquel il faut soustraire 8% de frais administratifs), il a fallu comme pour les programmes Partenaires précédents, opérer un choix parmi les nombreuses activités budgétisées.

AXE 1. SYNERGIES SUD-SUD

ACTION 1 : Renforcement du poids du CADTM au Sud

Activité 1. L'éventualité du transfert du Secrétariat international du réseau international CADTM

Création lors de la 3^{ème} Assemblée mondiale du réseau CADTM² (mai 2013-Bouznika/Maroc) d'un Secrétariat international partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC/CADTM Maroc :

La première motion proposée, et votée à l'unanimité des organisations représentées lors de cette Assemblée mondiale, concernait le partage du Secrétariat international (SI) entre le CADTM Belgique, qui en avait la charge jusque maintenant, et ATTAC/CADTM Maroc, qui avait déposé en 2010 (lors de la précédente Assemblée mondiale) sa candidature pour assurer le Secrétariat international. La portée politique et symbolique de ce transfert partiel du SI vers un pays du Sud est une motivation importante dans sa concrétisation, et le choix d'ATTAC/CADTM Maroc se justifiait par son engagement quotidien dans diverses luttes locales et sa participation dans le mouvement du 20 Février, mouvement marocain du printemps arabe.

Françoise Mulfinger, experte indépendante, avait été chargée en 2011 d'accompagner le CADTM Belgique et ATTAC/CADTM Maroc dans le processus d'évaluation des possibilités et de la faisabilité du transfert. Elle a présenté un rapport écrit et oral à l'Assemblée mondiale.

ATTAC/CADTM Maroc assumera à l'avenir :

- les tâches d'entretien des relations avec le processus du Forum social mondial, avec l'Assemblée mondiale des mouvements sociaux et différents partenaires mondiaux ;
- la recherche de synergies avec la Via Campesina et la Marche mondiale des femmes ;
- la collaboration étroite avec la coordination Afrique - dont ATTAC/CADTM Maroc fait partie ainsi qu'avec les coordinations CADTM Europe, CADTM AYNA et CADTM Asie ;

² <http://cadtm.org/Assemblee-mondiale-du-CADTM-sous>

- le renforcement des activités du CADTM en Afrique et particulièrement le développement de celles-ci en Afrique du Nord et au Moyen Orient ;
- le site CADTM international en arabe (maintenance, développement, diffusion avec éventuellement un bulletin électronique en arabe) ;
- la formation internationale aux problématiques de la dette, des institutions internationales, des alternatives à la crise du capitalisme patriarcal et productiviste (en coresponsabilité avec le CADTM Belgique) ;
- la recherche de financements pour les tâches assumées par ATTAC/CADTM Maroc dans le cadre du Secrétariat international partagé ainsi que la tenue de la comptabilité relative à ce financement et la prise en charge de toutes les responsabilités qui en découlent (rédaction des rapports d'exécution, sauvegarde de toutes les pièces justificatives et comptables,...) ;
- la relance de la revue de l'association en langue arabe ainsi que la promotion d'articles de réflexion, la production et la diffusion d'ouvrages thématiques notamment en langue arabe, et la diffusion d'articles traduits vers l'arabe et de l'arabe vers le français.

Le CADTM Belgique conserve comme tâches :

- la poursuite de la recherche de synergies en Europe et la coordination Europe du CADTM ;
- la gestion du site internet www.cadtm.org en quatre langues (français, espagnol, anglais et portugais); la préparation et la production de la revue du CADTM en français et des bulletins électroniques en français, espagnol et anglais;
- la publication d'ouvrages en français et en d'autres langues;
- la formation internationale aux problématiques de la dette, des institutions internationales, des alternatives à la crise et au capitalisme patriarcal et productiviste (en coresponsabilité avec ATTAC/CADTM Maroc) ;
- l'organisation des deux prochaines Assemblées mondiales en collaboration étroite avec ATTAC/CADTM Maroc ;
- la recherche de financements pour les tâches assumées par le CADTM Belgique dans le cadre du Secrétariat international partagé ainsi que la tenue de la comptabilité relative à ce financement et la prise en charge de toutes les responsabilités qui en découlent (rédaction des rapports d'exécution, sauvegarde de toutes les pièces justificatives et comptables,...).

Le CADTM Belgique apportera également un appui technique et méthodologique à ATTAC/CADTM MAROC.

Pour être effective, cette décision de création du Secrétariat international partagé devra être pleinement réalisée au plus tôt en mai 2014 et au plus tard en décembre 2014. Au cours de ce délai, ATTAC/CADTM Maroc commence progressivement à effectuer certaines tâches décrites plus haut. Le mandat est d'une durée de 4 ans avec une évaluation à mi-parcours en 2016 lors de la prochaine Assemblée mondiale.

Création du Conseil international du CADTM :

Lors de cette Assemblée mondiale a également été décidée à l'unanimité la création d'un Conseil International (CI), regroupant 2 membres de chaque réseau continental du réseau CADTM, c'est-à-dire les réseaux continentaux d'Afrique, d'Amérique latine et Caraïbes, d'Asie et d'Europe. Chaque délégué-e au CI du CADTM a un mandat de 3 ans. Le SI partagé y participera afin d'apporter les informations nécessaires au CI pour remplir sa mission.

Le Conseil international est un organe de coordination entre les réseaux continentaux du CADTM. Il aura pour tâches :

- le suivi des travaux des structures continentales du réseau en lien avec l'évolution du contexte politique aux niveaux régional et international ;
- le renforcement des collaborations entre les structures continentales du réseau sur base des actions déjà planifiées par les différentes structures continentales ;
- impulser les grandes lignes de l'action du réseau CADTM face à l'évolution du contexte politique aux niveaux régional et international ;
- le suivi des travaux du Secrétariat international partagé du réseau ;
- la préparation des Assemblées mondiales du réseau ;
- le suivi des décisions prises lors des Assemblées mondiales du réseau.

Une première réunion du Conseil international du CADTM est prévue en avril 2014 au Maroc.

Activité 2. Renforcement de la coordination Amérique latine

La coordination Amérique latine comprend 5 membres répartis entre les différents pays membres du réseau CADTM Abya Yala Nuestra America (AYNA).

Pour rappel, les membres de la coordination sont les suivants:

- William Gaviria Ocampo, CADTM Colombie
- Maria Lucia Fattorelli et Rodrigo Avila, Auditoria Ciudadana da Divida Brésil
- Maria Elena Saludas, ATTAC Argentine
- Jorge Marchini, EDI Argentine et OID
- Paulino Nunez, CADTM Venezuela
- Ramiro Chimuri, DESCAM Uruguay
- Camille Chalmers, PAPDA Haïti

Sont invités internationaux résidant en Europe: Eric Toussaint (membre du Secrétariat international), Daniel Munevar et Antonio Sanabria

La coordination organise une réunion Skype mensuelle pour discuter du travail en cours, de la situation internationale et des perspectives à venir. Elle a tenu une réunion physique en marge du Vème Séminaire international CADTM AYNA où elle a planifié le travail du réseau pour 2014.

La coordination est également renforcée par le travail d'un permanent qui impulse et soutient le suivi de ses activités et projets. Daniel Munevar a assuré en 2013 ce poste de Secrétaire de la coordination du CADTM AYNA. En 2014, Maria Elena Saludas assure désormais cette fonction.

Activité 3. Rencontre annuelle du CADTM Asie

Le CADTM Asie du Sud avec deux organisations membres (cf. CADTM Pakistan et VAK en Inde) se trouve actuellement quelque peu en marge du travail du réseau international CADTM. Par faute de dynamique collective suffisante entre les associations qui le compose, il n'a pas organisé en 2013 de rencontre annuelle. Le SI du CADTM espère que les conditions seront réunies pour assurer une réunion du CADTM Asie en 2014.

ACTION 2 : Renforcement des synergies entre les organisations membres à l'intérieur des continents et entre eux

Activité 1. Sensibilisation à partir d'un ouvrage sur la Méthodologie des audits de la dette

En novembre 2013, après deux ans de travail, le Manuel d'audit de la dette a été publié. Le travail a été coordonné par Maria Lucia Fatorelli de l'organisation brésilienne Auditoria Ciudadana de la Deuda et a bénéficié du soutien direct des réseaux CADTM, CADTM AYNA ainsi que d'autres organisations comme le CETIM. Le manuel est un outil pédagogique de base pour toutes les personnes, où qu'elles vivent à travers le monde, intéressées par l'audit de la dette. En ce sens, le manuel décrit différents types d'expériences qui aident le lecteur non spécialisé à comprendre les possibilités et défis liés à l'organisation d'un audit de la dette. Le manuel a été présenté à Brasilia en novembre 2013 lors du Séminaire international "Le système de la dette dans le contexte national et international". En décembre dans le cadre du séminaire « Audit et dette en Colombie », le matériel et les leçons pratiques contenues dans le manuel ont servi de support à la tenue d'un atelier sur l'audit à Bogotá. Durant ce séminaire, les possibilités d'organiser une campagne en faveur de l'audit en Colombie ont été discutées. En avril 2014 s'est tenue à Bogota une activité sur l'audit participant à la concrétisation de cette campagne. L'objectif du CADTM AYNA est de poursuivre la diffusion du manuel tout au long de l'année 2014.

Activité 2. Avancement des audits dans les pays du réseau Afrique

Comme annoncé dans le Programme Partenaires 2013-2015, l'organisation générale du travail du CADTM Afrique sur les audits fut discutée lors de l'AG du réseau tenue en mai 2013 à Bouznika au Maroc. Lors de cette réunion, le CADTM Afrique a entériné la décision de considérer les audits de la dette comme un axe de travail prioritaire du réseau. Le CADTM Afrique soutiendra par tous les moyens possibles toutes les initiatives d'audit de la dette ainsi que les campagnes menées par les organisations membres du réseau sur la question de la dette et des audits. Ainsi, lors du FSM de Tunis en 2013, le CADTM Afrique est intervenu dans plusieurs ateliers ayant l'audit comme thématique centrale³. Il fut également décidé que la première Université du CADTM Afrique aura parmi ses thèmes prioritaires l'audit de la dette.

Relevons cependant que le processus d'audit de la dette demande du temps et de l'énergie et surtout des moyens financiers dont le réseau ne dispose pas pour le moment. Cela ne l'empêche néanmoins pas pour autant de mener des actions et de lancer des initiatives locales.

Deux organisations membres du CADTM Afrique ont en 2013 initié le travail d'audit citoyen de la dette publique de leurs Etats respectifs : La **CAD-Mali** et **RAID-ATTAC-CADTM Tunisie**.

En vue de s'enquérir du niveau d'endettement du Mali et de se doter d'arguments pour en réfuter la part illégitime, la CAD-Mali (Coalition des Alternatives Africaines. Dette et Développement - Mali) a décidé de réaliser l'audit citoyen de sa dette publique (interne et externe) sur la période allant de 2002 à 2013. Elle met ainsi en pratique l'une des recommandations de sa précédente étude de l'endettement entre 1992 et 2002 du Mali⁴ qui insistait sur la nécessité de poursuivre l'audit citoyen de la dette.

Si en 2013, ce nouvel audit de la dette malienne n'est pas encore effectivement lancé, ses bases sont déjà bien posées. De fait, ses termes de références sont élaborés de façon quasi définitive. En voici quelques extraits :

L'objectif global visé par l'audit citoyen est de doter la CAD – Mali et ses partenaires d'informations et d'outils de plaidoyer politique en vue de lutter contre les dettes publiques jugées odieuses, illégales et illégitimes.

³ Deux ateliers s'organisèrent spécifiquement autour de l'audit : « Equateur, Egypte, Europe : Pourquoi et comment réaliser un audit de la dette ? » et « Quelles alliances syndicales et associatives face à la dette ? Mobilisations pour un audit citoyen ».

⁴ CAD-Mali, « *L'Audit citoyen de la dette du Mali, période de 1992-2002. Plaidoyer en faveur de l'annulation de la dette.* » http://www.cadmali.org/IMG/pdf/Audit_de_la_dette.pdf

Ses objectifs spécifiques se déclinent ainsi :

- Réaliser une recherche-action citoyenne sur les dettes publiques du Mali (extérieures et intérieures) couvrant la période allant de 2002 à 2013 en mettant l'accent sur l'évolution du niveau de la dette (stock, intérêts, capital et services de la dette), les créanciers, l'objet des prêts consentis, les conditionnalités, les mécanismes, l'utilisation de la dette et ses impacts sur les droits humains ;
- Mener des campagnes populaires, mobiliser la population, pour l'annulation des dettes caractérisées d'odieuses, d'illégales et d'illégitimes (...)

Concernant la méthodologie de l'audit, les termes de références indiquent que le Collectif d'audit développera une démarche de participation donnant la place à la réflexion citoyenne et prenant en compte des cas pratiques au niveau local, national et international. (...) L'audit citoyen de la dette extérieure publique malienne, échelle de créance 2002-2013, sera réalisé par un Collectif d'audit citoyen sous l'accompagnement de la CAD-Mali et de son partenaire CADTM (Point focal dette Mali). Le Collectif d'audit citoyen est composé des victimes (le monde paysan, les travailleurs compressés, les femmes, les chômeurs, les syndicats, les scolaires non orientés, les chercheurs, etc.) des politiques d'ajustement structurel et de réformes macro – économiques. (...) Deux axes de travail structureront les activités de l'audit: un axe Sensibilisation- Conscientisation et axe un Recherche-Action (...) Les acteurs de l'audit citoyen travailleront en synergie avec des personnes ressources, les institutions de la République, les services techniques de l'Etat et les Réseaux partenaires. Avant l'élaboration du document final d'audit de la dette malienne couvrant la période de 2002 à 2013, le Collectif d'audit citoyen produira des rapports d'étape (périodiques et circonstanciels) d'audit, des communications, des articles de presse, des pétitions, etc.

Ainsi, 2013 correspond pour le processus d'audit dans lequel la CAD-Mali et ses partenaires se sont engagés à la phase de conceptualisation, d'organisation de l'audit via l'élaboration de ses termes de références mais aussi à l'initiation de tout un travail de collecte de données relatives à la dette publique malienne. En 2014, le Collectif d'audit citoyen de la dette devrait être concrètement lancé et accompagné de formations de ses membres notamment dans les domaines de l'économie politique et des arguments juridiques applicables à la dette.

En Tunisie, l'audit de la dette en collaboration avec les pouvoirs publics en place semble difficile à réaliser. Est redouté, entre autres, son possible et probable effet de contagion dans toute la région comme cela a eu lieu en Amérique latine. Ainsi, la proposition de loi tunisienne sur l'audit de la dette qui avait soulevé un énorme enthousiasme parmi la population n'a toujours pas été débattue à l'Assemblée nationale constituante (ANC) et est même carrément mise au placard ! Toute probabilité d'un audit institutionnel est bel et bien compromise pour l'instant en Tunisie. C'est ce constat qui amena RAID-ATTAC-CADTM

Tunisie à créer, le 18 novembre 2013, le collectif « Rencontre de Lutte contre la Dictature de la Dette » (RLCDD) qui regroupe cinq autres associations et organisations⁵. Notons que le CNCD a accordé des subsides permettant à RAID de mener à bien cette initiative⁶. Amener le gouvernement tunisien à décider d'un moratoire sur le paiement du service de la dette extérieure ; mettre en place un audit de la dette de la dictature et annuler la dette odieuse sont les objectifs structurants du RLCDD. Pour y parvenir, le collectif a élaboré tout un programme de formations structuré autour des thématiques de la dette, du budget, de l'audit, de l'austérité, des droits sociaux et des droits économiques. La finalité étant d'outiller les jeunes et les militant-e-s afin qu'ils/elles deviennent des acteurs/rices capables de participer à la transformation sociale et au travail d'audit de la dette tunisienne. Cette formation en 3 cycles débute les 20 et 21 décembre 2013 pour se terminer début février 2014.

Ainsi, si RAID-ATTAC-CADTM Tunisie n'est pas encore à proprement parler en train de réaliser l'audit de la dette tunisienne, en créant un collectif dont l'audit constitue l'une des finalités essentielles et en outillant les forces sociales susceptibles de s'engager dans l'audit, l'association pose les fondements qui permettront à terme au processus d'audit citoyen de voir le jour dans ce pays.

Activité 3. Sensibilisation sur la nécessité de mettre en place un nouveau modèle de développement

Entre octobre et décembre 2012, un travail collectif a été réalisé afin d'aboutir à la réalisation de la brochure « Les chiffres de la dette ». La publication inclut des informations actualisées quant à l'évolution de la dette à travers le monde. La version de cette année 2013 comprend des sections et des informations additionnelles par rapport à la version publiée en 2012. L'objectif est de faire de cet ouvrage un outil de référence sur le thème de la dette pour un public non spécialisé. Sa publication, prévue pour décembre 2013, a dû être reportée du fait d'un retard lié à l'édition. On espère assurer sa sortie fin janvier 2014.

⁵ OTC (L'Organisation Tunisienne pour la Citoyenneté), UGET (Union Générale des Etudiants de Tunisie), UDC (Union des Diplômés chômeurs), APEP (Association Pour la Préservation de l'Ecole Publique) et UGTT (Union Générale Tunisienne du Travail - Département femme, jeunesse ouvrière et associations).

⁶ Rencontre de Lutte contre la Dictature de la Dette, « *Je ne paie pas la dette de Ben Ali. Notre argent pour garantir nos droits* ».

Activité 4. Organisation d'un séminaire continental en Amérique latine

Séminaire international "Le système dette dans le contexte national et international"

Une délégation continentale du CADTM AYNA s'est rendue à Brasilia/Brésil du 11 au 13 novembre 2013 afin de participer à une série d'activités dans le cadre du **Séminaire international "Le système de la dette dans le contexte national et international"**. Cet événement a été organisé par le Réseau CADTM AYNA et Auditoria Ciudadana de la Deuda, organisation brésilienne membre du CADTM.

Ce séminaire fut l'occasion d'annoncer la parution du manuel **Audit citoyen : Expériences et méthodes** auquel le CADTM a activement participé.

Ont participé à cette activité pour le CADTM : Éric Toussaint (CADTM Belgique), Maria Lucia Fatorelli (Auditoria Ciudadana de la Deuda, Brésil), William Gaviria (CADTM Colombia), Julio Gambina (CADTM Argentina), Julie Duchatel (CETIM), Mikel Nova (ELA)

Le 11 novembre, la *Auditoria Cidadã da Dívida* a tenu une **Audience publique au sein de la Commission des Affaires économiques du Sénat Fédéral**.

Après l'introduction par le président de la Commission des Affaires économiques, Maria Lucia Fatorelli expliqua de manière détaillée l'évolution de l'endettement national et territorial au Brésil et ses conséquences pour la population brésilienne. Ensuite, les coordinateurs des groupes locaux d'audit citoyen de la dette présentèrent l'évolution de l'endettement public de leurs localités respectives. Tous s'accordent sur le caractère illégitime et odieux des dettes. Éric Toussaint, lors de son exposé, affirma que la crise actuelle est une crise capitaliste mondiale au sein de laquelle, avec des particularités propres à chaque pays, la dette privée et son transfert au secteur public joue un rôle central. Suite à ces interventions, deux sénateurs présents dans l'auditoire ont salué l'excellent travail réalisé par la *Auditoria Cidadã da Dívida* et exprimé leur soutien en tant que sénateurs.

Nonante personnes, dont une dizaine de parlementaires, participèrent à cette activité tandis que sa couverture médiatique fut fort bien assurée notamment dans le pays même. Ainsi, le sénat brésilien réalisa un compte-rendu de cette audition publique sur son site: « *Especialistas: dívidas impedem ações sociais* » (<http://www12.senado.gov.br/jornal/edicoes/2013/11/12/especialistas-dividas-impedem-acoes-sociais>) tandis que la télévision attachée aux activités du Sénat (<http://www.senado.gov.br>) en réalisa une vidéo retransmise dans tout le Brésil et encore accessible sur www.youtube.com/watch?v=RGg5nZvOVvY. Le CADTM AYNA a également rédigé un compte-rendu de cet événement : « *L'Audit citoyen de la dette au*

Brésil (*Auditoria Cidadã da Dívida*) : une source d'inspiration » <http://cadtm.org/L-Audit-citoyen-de-la-dette-au,9656>

Les 12 et 13 novembre, s'est tenu à l'Université nationale de Brasilia (UNB) le **Séminaire international "Le système de la dette dans le contexte national et international"** avec la participation d'importantes personnalités issues du monde académique et politique, de l'Ordre des Avocats, des mouvements sociaux latino-américains mais aussi européens, des syndicats et de l'ambassadeur de l'Équateur au Brésil. Le séminaire dont l'un des objectifs prioritaires consistait à élaborer des perspectives et des stratégies de travail concrètes en matière d'audit s'est focalisé sur les thèmes suivants :

- **Système de la dette dans la conjoncture nationale et importance de l'audit citoyen.** Le problème de la dette en lien avec les droits humains et sociaux fut au centre des débats ;
- **Système de la dette dans la conjoncture internationale.** Furent discutés le niveau d'endettement, les politiques et la mobilisation sociale dans différents pays ;
- **Chemins possibles face aux illégalités et illégitimités du "système dette" :** Lors de cette table-ronde, des juristes, intellectuel-le-s et militant-e-s sociaux/ales et politiques brésiliens ont retracé les avancées légales, en termes de jurisprudences, en faveur de l'audit de la dette interne au Brésil obtenues grâce au travail mené par la *Auditoria Cidadã da Dívida*.

Ce séminaire où l'audit de la dette structura les débats et les réflexions se clôtura par une table-ronde "Affronter le système dette : l'audit réalisé en Équateur". Il rassembla pas moins de 300 personnes

Les activités du CADTM AYNA au Brésil eurent un impact considérable pour la dynamique de l'audit citoyen dans ce pays. Suite aux interventions du CADTM AYNA de nouveaux comités locaux d'audit citoyen de la dette furent créés dans plusieurs états brésiliens (cf. : <http://www.auditoriacidada.org.br/nucleos-da-auditoria-cidada-da-divida/>)

Pour un compte-rendu détaillé de ces activités :

L'Audit citoyen de la dette au Brésil (Auditoria Cidadã da Dívida) : une source d'inspiration - 25 novembre 2013 : <http://cadtm.org/L-Audit-citoyen-de-la-dette-au,9656->

Cobertura da imprensa sobre o Seminário Internacional : <http://www.auditoriacidada.org.br/cobertura-da-imprensa-sobre-o-seminario-internacional/>

Activité 5. Organisation d'une activité de solidarité en Haïti

Du 29 octobre au 4 novembre 2013 a eu lieu à Port-au-Prince - Haïti le **Vème Séminaire International du CADTM AYNA**. Il fut organisé par le Réseau CADTM AYNA et la PAPDA - Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif

Y ont participé pour le CADTM: Eric Toussaint (CADTM Belgique), Jose Meneses (Auditoria Ciudadana de la Deuda, Brésil), Maria Elena Saludas (CADTM Argentina), Jorge Marchini (CADTM Argentina), Ramiro Chimuris (Uruguay), Claude Quémar (CADTM France).

L'objectif principal de l'activité était de témoigner du soutien du Réseau CADTM AYNA aux luttes du peuple d'Haïti et de développer la problématique de l'audit de la dette. La réalisation de ce programme d'activités a permis de renforcer les liens de travail entre la PAPDA, les mouvements sociaux haïtiens et le réseau CADTM AYNA, d'organiser des formations et des débats approfondis sur la compréhension du système économique mondial et de diffuser la production théorique du CADTM en Haïti dans le monde universitaire et parmi les cadres des mouvements sociaux.

Avant le démarrage de ce séminaire, Eric Toussaint donna le 29 octobre 2013 une conférence à l'Université Port-au-Prince sur le thème de la crise globale du capitalisme devant pas moins de 200 personnes ayant entre 20-25 ans pour la majorité d'entre elles. L'exposé fut suivi d'un débat très riche permettant au conférencier et aux participant-e-s d'aller au bout des choses et des logiques dénoncées.

Le 30 octobre, les délégué-e-s du CADTM ont tenu des sessions de travail avec différents mouvements sociaux haïtiens luttant sur les questions des droits humains, du féminisme, de la souveraineté alimentaire, de la dette, de l'éducation populaire,... Ces réunions ont permis de renforcer le travail de la PAPDA sur le sujet de la dette et des réparations. Elles ont stimulé le projet d'organiser, en 2015, un tribunal pour exiger de la France et des Etats-Unis la restitution des biens volés au 19ème siècle (cf. la rançon exigée par la France à Haïti pour reconnaître son indépendance en 1825). Les témoignages des militant-e-s de ces mouvements sociaux furent tellement prégnants et révélateurs de la dégradation constante des droits humains dans ce pays qu'à la fin de la réunion, les membres du CADTM AYNA ont manifesté leur solidarité et soutien au peuple haïtien. Le CADTM AYNA a réitéré son engagement à lutter pour le retrait des troupes d'occupation militaire de la Minustah, pour l'écologie et le développement social et pour l'approfondissement des relations avec les mouvements populaires haïtiens, en particulier avec la mise en place de Tribunaux Populaires contre la dette illégitime et illégale. Depuis cette rencontre, par l'entremise de Chamille Chalmers, le CADTM AYNA maintient ses contacts avec les mouvements sociaux haïtiens et soutient leurs actions.

Le 31 octobre 2013, la PAPDA a tenu une conférence de presse pour présenter le programme d'activités du CADTM AYNA. Une douzaine de divers médias de la presse écrite et télévisuelle haïtienne était présente (Radio One, Scoojo F.M, Alter Presse, Radio Télé Ginen, RCH 2000, Radio Ibo, Radio RFM, TNH, radio télé Kiskeya, radio Metropole, RTT, Radió Solidarité, Télé Éclair, Tropic F.M, Galalie). Les principaux thèmes abordés durant cette conférence de presse furent les suivants : Que fait le CADTM International et pourquoi le réseau CADTM AYNA (Amérique latine et Caraïbe) se réunit-il à Haïti ? ; la crise du capitalisme global et la crise en Europe, la nécessité d'une véritable intégration en Amérique latine et Caraïbe, les conséquences et alternatives au système onusien d'occupation militaire de Haïti (MINUSTAH), les caractéristiques actuelles de la crise capitaliste mondiale.

Durant cette même journée, le CADTM rencontra 6 partis politiques progressistes haïtiens impliqués dans la construction d'un front de gauche nommé le Mouvement patriotique populaire démocratique. En fin d'après-midi, Eric Toussaint donna une conférence publique sur la Crise de l'Euro à plus d'une centaine d'étudiant-e-s de l'Université de Port-au-Prince. Comme pour la conférence ayant eu lieu quelques jours auparavant, les débats et échanges furent à nouveau très denses et stimulants témoignant de l'intérêt des étudiant-e-s pour les sujets analysés. Cette conférence, comme celle donnée le 29 octobre, a permis que la dette constitue à nouveau une priorité dans les agendas des mouvements sociaux et étudiants.

La rencontre annuelle du réseau CADTM AYNA se tint le 1er et 2 novembre 2013.

Y furent collectivement discutés :

- Les principaux défis de la conjoncture économique mondiale en relation avec la question de la dette ;
- La conjoncture régionale en Amérique latine ;
- Les contextes nationaux des organisations du réseau CADTM AYNA et les perspectives de luttes ;
- Les relations entre CADTM AYNA et CADTM international ;
- Les prochains rendez-vous importants au plan mondial et régional ;
- Le programme annuel du réseau CADTM AYNA, l'analyse de ses objectifs stratégiques et les principales activités du réseau AYNA : opportunités et obstacles ;
- La programmation des activités du CADTM AYNA, mobilisation des ressources et charte de responsabilités ;
- L'évaluation de la rencontre de Port-au-Prince et les mécanismes de suivi

Après cet important travail du réseau CADTM AYNA, le 4 novembre Camille Chalmers et Eric Toussaint ont participé à l'enregistrement d'une émission TV d'une heure retransmise sur un des chaînes de télévision les plus populaires de Haïti : Radio Télévision Caraïbe (<http://www.radiotelevisioncaraibes.com>). Ils y développèrent la position du CADTM et de la PAPDA sur la dette, les IFI's, le système capitaliste, le rejet de l'occupation militaire d'Haïti, l'audit citoyen, les mesures qui doivent accompagner l'annulation de la dette, le travail et les sources de financement du CADTM.

Enfin, le 7 novembre Eric Toussaint donna une conférence à la Faculté d'Ethnologie de l'Université de Port au Prince sur « Les expériences alternatives au Sud ». Une quarantaine de personnes participèrent à cette formation.

L'ensemble du programme d'activités permis au CADTM AYNA de se renforcer en tant que réseau mais également d'étoffer ses liens avec des partis politiques progressistes, des représentant-e-s de mouvements sociaux haïtiens et des organisations de femmes. Il a contribué à articuler les luttes et les alternatives possibles et a connu un fort bon écho médiatique parmi la société haïtienne. En effet, il fut relayé par la TV, la presse écrite mais aussi radiophonique. Alter Presse, réseau alternatif haïtien d'information, consacra tout un article aux activités du CADTM AYNA en Haïti (voir : *Haïti-Solidarité : Discussions et rencontres autour de la dette et des élections* - <http://www.alterpresse.org/spip.php?article15408#.UzWOMYU20nF>).

Pour des comptes rendus plus détaillés de ces activités :

Réunion continentale du CADTM Amérique latine et Caraïbe à Port au Prince - 31 octobre 2013 : <http://cadtm.org/Reunion-continentale-du-CADTM>

Conférence de presse du CADTM Abya Yala Nuestra America à Port-au-Prince - 2 novembre 2013 : <http://cadtm.org/Conference-de-presse-du-CADTM-Abya>

La crise de l'euro analysée avec des étudiants à Haïti - 3 novembre 2013 : <http://cadtm.org/La-crise-de-l-euro-analysee-avec>

Deuxième compte-rendu sur la réunion continentale du CADTM Amérique latine et Caraïbe à Haïti - 6 novembre 2013 : <http://cadtm.org/Deuxieme-compte-rendu-sur-la>

ACTION 3 : Renforcement des connaissances des membres du réseau

Formation des délégué-e-s du réseau CADTM à l'Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam

Comme durant les programmes précédents, le CADTM a permis à plusieurs membres du réseau Sud de participer à cette formation.

En 2013, 3 personnes y ont participé : Brahim Oubaha (ATTAC/CADTM Maroc), Salomé Vuarant (ATTAC/CADTM Argentine) et Sékou Diara (CAD Mali). Dani Ndombele de NAD-UNIKIN de la RDC n'a pu se rendre à la formation faute d'obtention du visa.

Cette formation de 3 semaines a rassemblé en 2013 24 participant-e-s venant majoritairement de pays du Sud. Participèrent également quelques personnes venant d'Europe. Elle a permis aux participant-e-s de renforcer durant cette session de formation leurs connaissances sur des sujets aussi variés que la crise économique dans la zone euro, les turbulences politiques dans la région arabe ou encore, les évolutions de la gauche latino-américaine. Souvent, parce qu'elle permet à ses participant-e-s de réfléchir ensemble à des solutions globales, cette formation renforce généralement leur activisme lorsqu'ils et elles rentrent chez eux/elles. Enfin, participer à ce stage formatif intensif permet également aux membres du réseau de rencontrer d'autres délégué-e-s internationaux/ales du mouvement altermondialiste pour échanger et renforcer les synergies en dehors du réseau CADTM.

AXE 2. RENFORCEMENT DU CADTM AFRIQUE

ACTION 1 : Continuer à renforcer les capacités de coordination et de sensibilisation du CADTM Afrique

Activité 1. Soutenir le fonctionnement de la coordination du réseau

Réunions de la coordination Afrique

Grâce à l'apport financier des deux programmes Partenaires précédents et à celui du CADTM Belgique ainsi qu'à son appui méthodologique, le CADTM Afrique a pu se doter fin 2009 d'une coordination qui se réunit deux fois par an en marge d'activités auxquelles ses membres participent, ceci toujours dans un souci de réduire les frais et le temps accordés aux déplacements.

En 2013, la coordination du CADTM Afrique a tenu deux réunions.

La première se déroula en mars 2013 en marge du FSM de Tunis. Elle porta sur le départ de Samir Abi, membre de la coordination et permanent du réseau CADTM Afrique et sur la préparation de l'Assemblée mondiale du réseau qui eu lieu au Maroc les 19 et 20 mai 2013.

La seconde réunion de la coordination du CADTM Afrique s'est tenue à Bouznika au Maroc en mai 2013 juste avant l'Assemblée Générale du réseau CADTM Afrique et de l'Assemblée mondiale du CADTM international. Elle fut consacrée à la finalisation du programme de l'AG du CADTM Afrique et au planning de ses activités durant 2013.

Assemblée générale du réseau CADTM Afrique

Le réseau CADTM Afrique a tenu son Assemblée Générale les 19 et 20 mai 2013 à Bouznika. L'AG, qui se réunit une fois tous les deux ans, est l'instance décisionnelle du réseau CADTM Afrique.

Étaient présent-e-s 12 délégué-e-s venu-e-s des organisations membres du CADTM Afrique : le CADD Bénin, ATTAC Burkina Faso, la Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette du Cameroun (PFIAD), APASH du Congo Brazzaville, FNDD Côte d'Ivoire, la CAD Mali, ATTAC/CADTM Maroc, RNDD Niger, NAD de la République Démocratique du Congo, CADTM Sénégal, RAID/ATTAC/CADTM Tunisie et CADTM Togo. Les délégués de la Guinée Conakry et de la Mauritanie n'ont pas pu rejoindre l'Assemblée.

L'Assemblée générale du CADTM Afrique a discuté des rapports moraux et financiers du réseau qui ont été adoptés à l'unanimité, elle a réitéré son soutien à la mise en place du Secrétariat international partagé entre le Maroc et la Belgique, pris acte de la démission du permanent Samir Abi, décidé de transférer le Secrétariat du réseau du Togo au Mali chez la CAD (Coalition pour des Alternatives Africaines Dette et Développement) et enfin, elle a fixé l'organisation de la première Université du CADTM Afrique en mars 2014 à Tunis ainsi que celle d'un second Séminaire sur « Les femmes, la dette et le microcrédit » en 2014.

L'adhésion de la Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette du Cameroun (PFIAD) au CADTM Afrique a été approuvée. Il s'agit d'un groupe de travail constitué en 2001 des organisations de la société civile camerounaise appartenant à différentes familles d'acteurs – syndicats, Eglises, associations et ONG – actives sur la question de la dette et mobilisées en faveur de la justice sociale et du développement humain des populations camerounaises en vue de leur autopromotion et de leur plein épanouissement.

Une nouvelle coordination du CADTM Afrique a été élue. Elle est composée de : Victor Nzuzi (NAD RDC), Mimoun Rahmani (ATTAC/CADTM Maroc), Sékou Diarra (CAD Mali), Emilie Achala (CADD Bénin), Issa Aboubacar (RNDD Niger).

Cette nouvelle équipe fut chargée de lancer un appel à candidature pour le recrutement d'un-e nouveau/elle permanent-e, de recruter ou de désigner un-e évaluateur/rice du programme du réseau CADTM Afrique financé par le CNCND et de finaliser le planning des activités 2014-2015 sur base des propositions et conclusions de l'Assemblée Générale.

Recrutement du permanent du réseau CADTM Afrique

La réunion conjointe de travail entre le CADTM Afrique et le CADTM International a donné mandat à la CAD Mali pour engager le processus de recrutement (appel à candidatures et sélection sur base des dossiers fournis par le/la candidat-e et des interviews personnalisées) et d'envoyer les résultats des entrevues avec les candidat-e-s à la coordination Afrique pour validation du choix du/de la permanent-e.

L'appel à candidature a été relancé au niveau africain en novembre 2013. Au terme des interviews, Monsieur Broulaye BAGAYOKO, juriste de formation, a été retenu pour le poste de Secrétaire permanent du réseau CADTM Afrique. Il s'agit d'un poste à mi-temps avec un niveau de rémunération global de 400 euro par mois. Le contrat couvre une durée de douze

mois et est établi conformément à la loi malienne avec la CAD-Mali comme employeur. Le nouveau permanent a commencé son travail à partir du 1^{er} janvier 2014. Via son engagement, le réseau CADTM Afrique compte bien renforcer l'organisation de sa coordination.

Activité 2. Soutenir la formation et la sensibilisation faite par le CADTM Afrique

Première Université du CADTM Afrique- Hammamet/Tunisie

La première Université du Réseau CADTM Afrique s'est tenue dans la ville de Hammamet en Tunisie les 21 et 22 mars 2014 sous le thème « Pour une Afrique libérée de la dette ». Cette rencontre destinée à la formation des membres du Réseau a permis aussi d'échanger entre les quatre vingt militantes et militants venu-e-s de dix pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Maroc, Niger, Sénégal, RDC, Togo et Tunisie) et les représentant-e-s venu-e-s de pays européens (France et Belgique).

Le mécanisme de la dette comme système de transfert des richesses du Sud vers le Nord a été au centre des travaux de cette université. Ses conséquences sur la vie des peuples d'Afrique ont été décortiquées lors de six ateliers et lors de la plénière. Les principaux axes thématiques de cette première université d'été du CADTM furent les suivants :

- Les audits de la dette, pourquoi et comment ?
- Les dettes coloniales et historiques de l'Afrique, exigeons les réparations
- Dette et IFIs : 70 ans du FMI et de la BM, quel bilan pour l'Afrique ?
- Pillage des ressources naturelles en Afrique : Quelles réparations ?
- Politiques d'austérité et de restructurations néolibérales
- Endettement et mesures capitalistes néolibérales, quelles alternatives ?

Les participant-e-s ont pu s'initier aux audits de la dette, à leurs principes et à leurs mécanismes afin de leur permettre de mener campagne dans leurs pays respectifs sur cette revendication. Tout au long des travaux de cette université, des alternatives à l'endettement et aux mesures néolibérales ont été proposées pour une Autre Afrique possible.

Cette première université fut précédée par une réunion du groupe de coordination et clôturée par une réunion interne du réseau CADTM Afrique.

L'Analyse des impacts en terme de renforcement des compétences et capacités des membres du CADTM Afrique ayant participé à cette première Université, du suivi de cette activité ainsi que son évaluation sera réalisée par la Coordination du CADTM Afrique à Dakar lors de sa réunion en marge du programme du Forum Social africain (octobre 2014). Nous en référerons dès lors au CNCD à l'occasion de la remise du Rapport d'activités 2014.

Pour des comptes rendus plus détaillés de cette première Université du CADTM Afrique :

- *Première Université du réseau CADTM Afrique*, 22 mars 2014, <http://cadtm.org/Premiere-Universite-du-reseau>
- *Deuxième journée de l'université du CADTM Afrique*, 23 mars 2014, <http://cadtm.org/Deuxieme-journee-de-l-universite>
- *Pour une Afrique libérée de la dette*, 25 mars 2014, <http://cadtm.org/Pour-une-Afrique-liberee-de-la>

Activité 3. Développer les interpellations politiques

ATTAC/CADTM Maroc a fortement développé son travail d'interpellations politiques via son soutien actif à l'Association des victimes des organismes de microcrédits de la région de Ouarzazate. Face à l'assignation en justice des deux coordinateurs de cette association qui dénoncent les abus de ces organismes et en défendent les victimes (pas moins de 4.500 personnes, essentiellement des femmes, se sont regroupées au sein de cette association pour abus de confiance et conditions de crédit insoutenables ayant entraîné leur surendettement et une paupérisation aggravée), ATTAC/CADTM Maroc a lancé en 2013 une campagne internationale de solidarité. Elle s'est matérialisée par l'envoi international de lettres exigeant l'acquiescement et l'arrêt des poursuites judiciaires contre les deux coordinateurs de l'association et déclarant la pleine solidarité des signataires avec le mouvement des victimes des microcrédits au Maroc. Le Ministre de la Justice de Rabat fut ainsi directement interpellé par des lettres provenant d'associations françaises, belges, anglaises, allemandes. Marie-Christine Vergiat, députée au Parlement européen, interpella directement le Ministre marocain de la Justice et des libertés, Mr. El Mostafa Ramid⁷. Si toute cette campagne a permis de visibiliser la contestation de la criminalisation de ce mouvement par nombre d'acteurs du monde politique et associatif, au vu de la répression qui s'exerce contre les associations et individus qui s'opposent aux autorités au Maroc, on ne peut malheureusement en rien présager des succès de ces interpellations.

En 2013, la **CAD-Mali** a réalisé des interpellations politiques au tour d'un thé politique auprès de députés de la commission loi, finances, éducation, santé et eau potable, auprès du

⁷ Pour plus d'informations sur cette campagne internationale d'interpellations politiques voir : <http://cadtm.org/Le-micro-credit-ou-le-business-de> p. 23-26.

Ministère de l'administration territoriale et du Ministère de la justice sur la transparence du processus électoral et le renouveau de la justice. Au total, 120 personnes, la presse écrite et orale, des élu-e-s municipaux/ales, des personnes ressources et des cadres des ministères interpellés ont participé à cette journée d'interpellation politique. Via leur participation à cette activité, les organisations de la société civile ont pris connaissance de leur droit de recours devant les juridictions nationales et sous régionales pour toute matière ayant trait à l'enrichissement illicite et aux violations des droits humains. Cette journée a également été le lieu d'une conscientisation politique des citoyens et citoyennes sur la nécessité de refuser de vendre leur voix en échange de contreparties matérielles et de travailler à augmenter le taux de participation lors des élections présidentielles. Le rapport de ces interpellations a été envoyé au Parlement, au Ministère de la justice et de l'administration territoriale.

Via son soutien et ses apports analytiques au Ministre de la Justice Malick Coulibaly, initiateur en 2012-2013 d'un projet de loi contre l'enrichissement illicite, la CAD Mali, en partenariat avec le Forum des organisations de la société civile, a contribué à l'émergence de cette importante progression juridique ayant des impacts des plus concrets en termes de contrôle effectif des fonds publics et dès lors, sur le taux d'endettement du pays. En mai 2014, ce projet de loi contre l'enrichissement illicite a été adopté par les député-e-s à l'unanimité et constitue dès lors un texte législatif réellement contraignant condamnant la délinquance financière au Mali

Le 12 novembre 2013, la CAD-Mali a tenu au Musée national du Mali une séance publique d'interpellation politique. Y ont participé des député-e-s de la Commission de l'éducation (Mrs Opré Makounou et Bouba Traore), de la santé (Mr. Souleymane Guindo et Mme Safiatou Toure) et de la finance (Mr. Kissima Mangané). Au total, cette activité a rassemblé près de 100 personnes. Dénonçant la difficulté d'accès des populations aux services sociaux de base, la CAD-Mali exige des mandataires politiques une augmentation significative du financement de ce secteur. Alors qu'actuellement, seulement 18% des dettes contractées par l'Etat malien sont allouées à la santé, à l'éducation, à l'approvisionnement en eau potable, etc., la CAD-Mali demande que 30% de l'endettement public soit affecté en toute priorité à ces différentes structures. Un article publié 13 novembre 2013 dans le n° 4163 du journal « Les Echos » témoigne de cette activité de plaidoyer politique organisée par la CAD-Mali pour un meilleur financement des services sociaux de base.

Du côté de la Tunisie, en 2013, **RAID-ATTAC-CADTM** a poursuivi fort activement sa campagne internationale pour le moratoire, l'audit et l'annulation de la dette tunisienne initiée en 2011.

Pour rappel, cette campagne a déjà engendré d'importants résultats politiques : une résolution du Sénat belge adoptée en 2011 reprenant les 3 mots d'ordre de la campagne (moratoire, audit et annulation de la part odieuse de la dette tunisienne) ; l'adoption en mai 2002 par le Parlement européen d'une résolution reconnaissant le caractère odieux de la dette des pays d'Afrique du Nord ; le tout culminant en septembre 2012 avec une proposition de loi déposée directement au Parlement tunisien demandant la mise en place d'un audit de la dette pour en identifier la part odieuse.

Malheureusement, en contradiction avec les revendications de RAID-ATTAC-CADTM Tunisie et des progressions engrangées grâce à son travail en direction des mandataires politiques, le gouvernement transitoire de la Tunisie fera en 2013 du remboursement de la dette une priorité. Ainsi, pas moins de 2 milliards d'euros de dettes ont été remboursés aux créanciers tandis que la proposition de loi tunisienne sur l'audit de la dette n'a toujours pas été débattue à l'Assemblée nationale constituante (ANC). Face à ce revers des élites politiques tunisiennes, RAID-ATTAC-CADTM accentue ses interpellations politiques :

- Le 6 février 2013, par l'intermédiaire de son porte-parole Fathi Chamkhi, RAID-ATTAC-CADTM Tunisie participe, avec les députées européennes Marie-Christine Vergiat et Eva Joly, à une conférence de presse co-organisée par le CADTM Belgique au Parlement européen sur la dette tunisienne et les avoirs illicites. Cette conférence de presse se tenait à l'occasion de la venue du Président de la République tunisienne au Parlement européen. Elle a eu un impact politique puisque l'Assemblée parlementaire de l'Union méditerranéenne (dont font partie les parlementaires européens) a ensuite adopté une résolution mentionnant explicitement la dette odieuse en faisant le lien avec les avoirs illicites⁸.
- Le 8 novembre, RAID-ATTAC-CADTM qui a impulsé la création du collectif tunisien 'Rencontre citoyenne de lutte contre la dictature de la dette' (RCLCDD) organise une grande conférence en collaboration avec le réseau CADTM international et le groupe parlementaire la GUE/NGL au cours de laquelle ils qualifient le projet de budget 2014 et la loi qui l'encadre, de 'déclaration de guerre contre la société tunisienne'. Cette proposition de budget n'est rien de moins que l'application rigoureuse de l'accord de réajustement structurel conclu avec le FMI et la Banque Mondiale et dont la mise en œuvre a beaucoup tardé, du point de vue de ces institutions financières. RAID-ATTAC-CADTM avec les autres organisateurs de cette conférence alertent l'opinion publique sur les dangers d'une politique d'austérité et de rigueur budgétaire couplée au renforcement de la politique néolibérale au profit des intérêts néocolonialistes en Tunisie. Le média L' Economiste Maghrébin a écrit aux lendemains de cette conférence un article sur base des ses contenus: « *Lutte contre la dictature de la dette : Elyès Fakhfekh contre vents et activistes Anti-dette* », <http://www.leconomistemaghrebin.com/2013/11/09/elyes-fakhfekh-contre-vents-et-activistes-anti-dette/#sthash.f7ui0zXo.dpbs>
- Enfin, en novembre 2013 toujours, RAID participe à Bruxelles au 12ème Séminaire international du CADTM sur la dette et les droits humains au Sénat belge. *Ce séminaire était « marrainé » par la sénatrice belge Olga Zrihen et l'eurodéputée française Marie-Christine Vergiat.* Il a notamment débouché sur une question parlementaire de la sénatrice Olga Zrihen qui rappelle au Ministre des finances que la Belgique s'est engagée à suspendre le paiement de la dette tunisienne et à faciliter un

⁸ http://www.paufm.org/assembly/Docs/recommendations/Amman2014/Recom_Political_EN.pdf

audit pour identifier et annuler la part odieuse de cette dette. Dans sa réponse à cette question parlementaire, le Ministre des finances, Koen Geens, a déclaré que l’audit de la dette tunisienne est en cours. A suivre donc⁹...

ACTION 2 : Continuer à renforcer les capacités des femmes africaines sur la dette et son impact spécifique sur les femmes

Travail de la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM

Profitant de tout événement et activité internationale du CADTM ou auquel le CADTM participe pour se réunir, la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM (qui regroupe essentiellement les militant-e-s francophones du réseau international) a pu tenir quatre sessions de travail tout au long de 2013.

La première eut lieu en mars 2013 lors du FSM de Tunis. Cette réunion du 31 mars s’est focalisée sur la préparation de la participation de la Coordination à l’Assemblée mondiale du réseau international du CADTM au Maroc. Notons que les membres de la Coordination sont intervenues dans pas moins de 6 ateliers sur les 12 coordonnés par le CADTM au FSM tandis que deux d’entre eux furent directement co-organisés par la Coordination des luttes féministes du CADTM (à savoir : Les résistances et luttes des femmes contre la dette du Nord au Sud et Le féminisme au sein des alternatives anti-systémiques). Leur participation à l’Assemblée des femmes du FSM a motivé trois membres de la Coordination à prendre la plume pour collectivement écrire un article : « *La révolution sera féministe ou ne sera pas ! Echos de l’Assemblée des femmes du FSM de Tunis* » (<http://cadtm.org/La-revolution-sera-feministe-ou-ne>)

La seconde rencontre de la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM s’est tenue lors de l’Assemblée mondiale du CADTM international à Bouznika/Maroc. Après une évaluation collective fort positive du Séminaire de renforcement des capacités des femmes du CADTM Afrique sur la dette et l’audit¹⁰ qui s’était tenu à Cotonou du 18 au 21 décembre 2012, il a été décidé de renouveler l’expérience et d’organiser un second séminaire sur la dette et le féminisme en 2014 au Maroc. Ce séminaire sera couplé avec la tenue d’une caravane de solidarité avec les femmes victimes du microcrédit dans la région de Ouarzazate où pas moins

⁹ Pour plus d’informations sur les positions du ministre des finances belge sur l’audit et la notion de dette odieuse voir : “*Dette tunisienne : le CADTM appelle le ministre des finances de la Belgique à revoir sa copie*”, <http://cadtm.org/Dette-tunisienne-le-CADTM-appelle>

¹⁰ Notamment en termes de restitution des acquis de la formation par les participantes au sein mais aussi au-delà de leurs associations respectives et d’amélioration de leurs aptitudes à produire des analyses sur la dette, ses impacts sur les femmes et les alternatives féminines/istes à la dette.

de 4.500 femmes, encadrées par une association locale, mènent depuis 2011 des luttes contre la microfinance pour abus de confiance et conditions de crédits insoutenables. Deux autres projets de la Coordination ressortent de cette rencontre : la volonté de travailler sur le renforcement des solidarités des femmes de la Coordination internationale contre les dérives des microcrédits et d'initier un audit féministe de la dette.

Durant l'Assemblée mondiale du réseau, la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM présenta également un rapport où elle rappelle pourquoi le CADTM a volontairement renforcé ses analyses, actions et pratiques féministes, les activités menées autour des féminismes en lien avec la dette et/ou reflétant les luttes des femmes en Europe, en Belgique et en Afrique, fait part des résultats d'une évaluation de la progression, ou non, autant des analyses féministes sur la dette que des pratiques d'égalité au sein du réseau CADTM et partage quelques propositions en vue de renforcer l'engagement féministe du réseau international du CADTM.

Après l'Assemblée mondiale, une visite a été effectuée à la ville de Ouarzazate par Amina Amzil d'ATTAC/CADTM Maroc et Emilie Atchaka du CADD Bénin. Elle a permis de tenir une rencontre avec les femmes victimes des arnaques du microcrédit dans la région, d'exprimer la solidarité des membres du réseau CADTM avec les victimes et de lancer l'idée d'organiser une caravane de solidarité en 2014.

En juillet 2013, des militantes du réseau CADTM Afrique, dont deux militantes d'ATTAC/CADTM Maroc, ont participé à l'Université d'été du CADTM Europe à Namur. Elles y ont animé des ateliers dont celui sur le microcrédit (cf. *Le microcrédit : un outil d'émancipation pour les femmes ?*) et ont participé à la réunion de la Coordination internationale des luttes féministes. Un bilan du 'Parcours Luttes féministes' de l'Université d'été du CADTM et une discussion autour des décisions prises à l'Assemblée mondiale du réseau étaient les deux points majeurs à l'ordre du jour de cette rencontre.

Enfin, la Coordination a tenu le 12 décembre 2013 une réunion à Rabat en présence de Christine Vanden Daelen du CADTM Belgique pour :

- faire le point sur la campagne internationale de solidarité avec les coordinateurs de l'association des victimes des microcrédits de la région de Ouarzazate
- Organiser la Caravane internationale de solidarité avec la lutte des femmes contre les microcrédits dans la région de Ouarzazate.
- préparer le Séminaire de renforcement des capacités des femmes du CADTM Afrique sur la dette, l'audit et le microcrédit à Ouarzazate. Il a été proposé de tenir cette activité du 21 au 24 avril 2014. Proposition qui a été validée le lendemain de cette réunion par le Conseil national d'ATTAC/CADTM Maroc et plus tard, par la coordination du réseau CADTM Afrique. Ainsi, face à un manque de moyens cumulé à des retards de versements, le CADTM Afrique a décidé de reporter l'activité prévue en 2013 à 2014 en organisant ce Séminaire à Ouarzazate.

Cette formation internationale qui a réuni une quarantaine de femmes dont une quinzaine représentant les diverses organisations membres du CADTM Afrique avait pour objectifs de :

- former des femmes du CADTM Afrique afin qu'elles deviennent des relais dans leurs propres associations ;
- renforcer le travail féministe du CADTM Afrique ;
- lier le combat du CADTM avec les expériences de lutte des victimes microcrédit.

Furent identifiés comme axes thématiques de ce séminaire : la dette, l'audit, les microcrédits, l'identification des alternatives et des luttes à mener contre la microfinance et la réflexion sur l'élaboration de projets communs entre les femmes militant au sein du CADTM Afrique et les femmes membres de l'association des victimes des microcrédits de Ouarzazate.

L'Analyse des impacts en terme de renforcement des capacités des femmes du CADTM Afrique, du suivi de l'activité ainsi que son évaluation sera réalisée par la Coordination Afrique à Dakar lors de sa réunion en marge du programme du Forum Social africain (octobre 2014). Nous en référerons dès lors au CNCD à l'occasion de la remise du Rapport d'activités 2014.

Pour des comptes rendus détaillés du séminaire du CADTM Afrique « Femmes, dette et microcrédit » :

- « *Première journée du Séminaire du CADTM Afrique « Femmes, dette et microcrédit »* », 22 avril 2014, <http://cadtm.org/Premiere-journee-du-Seminaire-du>
- Séminaire du CADTM Afrique « Femmes, dette et microcrédit » - Acte II. « *Place à l'émancipation des femmes ! Solidaires face à la dette, unies contre les microcrédits* », 1^{er} mai 2014, <http://cadtm.org/Place-a-l-emption-des-femmes>
- « *Déclaration finale du Séminaire du CADTM Afrique « Femmes, dette et microcrédit »* », 28 avril 2014, <http://cadtm.org/DECLARATION-FINALE-du-Seminaire-du>

2013 fut une année d'un grand dynamisme pour la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM qui en marge d'événements internationaux et d'activités du CADTM se créa des espaces de travail lui permettant de se structurer, d'élaborer un plan d'actions et de travailler effectivement à sa concrétisation. 2014 fut celle de l'organisation de deux activités d'envergure internationale : le Séminaire du CADTM Afrique « Femmes, dette et microcrédit » et la caravane internationale de solidarité avec la lutte des femmes contre les microcrédits dans la région de Ouarzazate

ACTION 3 : Mettre en avant la légitimité de réparations pour la dette historique et écologique

Suite à une discussion au sein du réseau du CADTM Afrique et plus précisément durant la rencontre de la coordination du réseau lors de l'Assemblée mondiale du CADTM, il a été décidé de ne pas organiser d'activité autour de la question des réparations prévue pour décembre 2013 faute de budget et de retard dans le versement du subside. Cependant, la thématique des réparations pour dette écologique, historique et coloniale reste un axe de travail important pour le CADTM Afrique. En effet, avec l'audit, les réparations constituent un thème transversal de la première Université du CADTM Afrique qui s'est tenue en mars 2014 à Tunis.

ACTION 4 : Participer au renforcement du mouvement altermondialiste (processus FSM et mouvements sociaux)

Le Forum Social Mondial de Tunis

Du 26 au 30 mars 2013, Tunis a abrité la 12^{ème} édition du FSM. Ce FSM a vu une forte participation de la population tunisienne et était animé d'une radicalité qui n'est pas de façade. Plus de 50.000 personnes y participèrent et presque mille activités de tous types y furent organisées. Son impact dans les médias, en Tunisie comme dans d'autres pays, a été très important. La tenue de ce FSM en Tunisie, berceau du printemps arabe, avait pour objectif de soutenir et de renforcer les mouvements sociaux, citoyens et populaires qui participent depuis 2011 à la construction d'un processus révolutionnaire.

Le CADTM est intervenu très activement à ce FSM avec une importante délégation africaine (principalement) et le renfort du CADTM Europe et latino-américain. Ainsi pas moins de dix délégué-e-s du réseau CADTM Afrique (du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Niger, du Mali, du Burkina Faso, du Maroc, de la Tunisie et de la RDC) y ont participé, en plus de nombreux membres de RAID-ATTAC-CADTM Tunisie et d'ATTAC/CADTM Maroc (non pris en charge par le réseau). Dans les dix délégué-e-s « officiel-le-s » le principe de parité hommes /femmes a été bien respecté (5 femmes et hommes représentaient le CADM Afrique).

Le CADTM a organisé une dizaine d'activités sans compter les activités coordonnées par d'autres réseaux où il est intervenu. Les interventions des membres du CADTM ont porté sur des thèmes d'actualité : dette et révolutions arabes, dette et accords de libre-échange, conflits et militarisation en Afrique, dette et biens communs (la question du pillage des ressources naturelles), dette et domination des peuples au Sud et au Nord, les résistances et luttes des femmes contre la dette au Sud et au Nord, etc.

Les militantes du CADTM ont participé à l'Assemblée femmes d'ouverture du FSM organisée le matin du 26 mars. Cette Assemblée en réunissant plus de 2.000 personnes fut le plus grand rassemblement de ce Forum.

Le CADTM, avec une soixantaine de militant-e-s dont de nombreux jeunes et femmes, membres de RAID-ATTAC-CADTM, a à l'aide de drapeaux, de banderoles et de 2.000 programmes de ses activités assuré une bonne visibilité de la question de l'annulation de la dette durant la marche d'ouverture du FSM qui a réuni 25.000 personnes le 26 mars.

De plus, les ateliers sur la dette virent une forte participation des citoyen-ne-s inscrit-e-s au FSM comme le souligne cet article d'un envoyé spécial d'un journal français « *S'il est une thématique qui remplit les ateliers du Forum social mondial sur le campus de l'université El Manar de Tunis, depuis le 26 mars, c'est bien celle de la dette. Pour écouter les intervenants, mieux vaut arriver en avance : les salles sont comblées, les débats passionnés*¹¹ ». Aussi, de nombreux articles du réseau CADTM ont été publiés sur plusieurs sites alternatifs et sur les réseaux sociaux¹².

Les membres du CADTM en Tunisie (RAID-ATTAC-CADTM Tunisie) et au Maroc (ATTAC-CADTM Maroc) ont joué un rôle de tout premier plan notamment dans la préparation et le déroulement de l'Assemblée mondiale des mouvements sociaux (AMS) qui a réuni plus de 1.000 personnes. Le local de RAID-ATTAC-CADTM Tunisie s'est transformé pendant une semaine en une fourmilière où travaillaient ensemble un grand nombre de délégué-e-s des mouvements sociaux du monde entier pour organiser l'AMS.

Plusieurs membres du CADTM ont également participé à l'Assemblée dette tenue le 29 mars qui contient dans sa déclaration les revendications fondamentales du CADTM telles que l'annulation de la dette odieuse et la mise en place d'audits de la dette.

Le FSM a également permis d'organiser plusieurs réunions stratégiques du réseau CADTM, dont une réunion de réseau quotidienne sur sa présence au FSM, une réunion sur les tâches du Secrétariat international et une réunion au cours de laquelle les délégué-e-s des organisations du réseau Sud partagent la situation d'endettement de leurs pays et les grands enjeux (comme la guerre au Mali, la reconstruction en Haïti, etc.). Ainsi, ce FSM fut non seulement le lieu d'une grande visibilité pour la thématique dette et les revendications du CADTM mais aussi celui d'un renforcement du réseau et notamment du CADTM Afrique. De plus, il permit de nouer de nouvelles collaborations ou de renforcer celles déjà existantes au Sud comme au Nord.

¹¹ <http://cadtm.org/La-dette-point-nodal-des-debats-du>

¹² <http://cadtm.org/Le-Forum-Social-au-contact-d-une> ; <http://cadtm.org/Eric-Toussaint-a-Tunis-II-faut>

Pour des articles sur la présence et les activités du CADTM au FSM de Tunis voir :

- Le CADTM au FSM 2013 à Tunis ; <http://cadtm.org/Le-CADTM-au-FSM-2013-a-Tunis>
- Le CADTM en marche pour l'ouverture du Forum Social Mondial de Tunis ; <http://cadtm.org/Le-CADTM-en-marche-pour-l>
- Une vidéo sur la première journée du Forum Social Mondial 2013 à Tunis. Entretien avec Fathi Chamkhi (RAID ATTAC/CADTM Tunisie - Front Populaire) ; <http://cadtm.org/FSM-Entretien-avec-Fathi-Chamkhi>
- Déclaration de l'Assemblée dette réunie à Tunis le 29 mars 2013 ; Déclaration de l'Assemblée dette réunie à Tunis le 29 mars 2013 ; <http://cadtm.org/Declaration-de-l-Assemblee-dette>
- Déclaration finale de l'Assemblée des mouvements sociaux tenue lors du Forum social mondial 2013 à Tunis le 29 mars 2013 ; <http://cadtm.org/Declaration-finale-de-l-Assemblee>
- Éric Toussaint : “Le Forum Social au contact d'une réalité en ébullition produit une réaction chimique positive” ; <http://cadtm.org/Le-Forum-Social-au-contact-d-une>
- Action contre USAID au FSM Tunis ; <http://cadtm.org/Action-contre-USAID-au-FSM-Tunis>
- Déclaration de la dynamique femme internationale à l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial ; <http://cadtm.org/Declaration-de-la-dynamique-femmes>
- Compte-rendu atelier : Équateur, Tunisie, Europe, pourquoi et comment réaliser un audit de la dette ? ; <http://cadtm.org/Compte-rendu-atelier-Equateur>

Participation aux réunions du Conseil international du FSM

Durant l'année 2013, le Conseil international (CI) du FSM a tenu deux réunions auxquelles le CADTM a pris part.

La première a eu lieu à Tunis les 31 mars et 1^{er} avril juste après le FSM afin de profiter de la présence des membres et de minimiser les coûts de transports pour les organisations et l'impact écologique de tels déplacements.

Le CADTM a été représenté à cette réunion par Mimoun Rahmani (ATTAC/CADTM Maroc) et Christine Vanden Daelen (CADTM Belgique). Luc Mukendi (CADTM Lubumbashi) a également participé en tant qu'observateur.

Ce CI a été l'occasion de faire le bilan à chaud du FSM et de discuter de son futur ainsi que de celui du CI. Un bilan plutôt positif du FSM a été tiré malgré quelques manquements identifiés tels que la difficulté de trouver les lieux des ateliers, la non implication du personnel de l'université et des étudiant-e-s dans tout le processus de préparation du FSM, la présence dans le Forum du stand de l'USAID et d'une délégation officielle marocaine dont les membres ont attaqué violemment la tribune de l'Assemblée des mouvements sociaux (AMS) lors de la lecture de la déclaration finale mentionnant l'autodétermination des peuples palestiniens, sahraouis et kurdes. Les mouvements sociaux de l'AMS ont réalisé un communiqué dénonçant l'atteinte à la liberté d'expression que voulait imposer ses agents à la solde du régime marocain à l'Assemblée.

Le CI du FSM a tenu une seconde réunion en 2013 à Casablanca au Maroc les 16, 17 et 18 décembre. 130 personnes ont participé dont seulement 47 membres officiels du CI et pas moins de 75 observateurs venant en particulier de la région du Maghreb/Machrek. A noter l'absence à ce CI de grands mouvements sociaux internationaux à l'origine des FSM tels que la Marche Mondiale des Femmes et la Via Campesina.

Représentaient le CADTM Mimoun Rahmani (ATTAC/CADTM Maroc) et Christine Vanden Daelen (CADTM Belgique). Issa Aboubakar (RNDD Niger) participait comme délégué du Réseau Ouest Africain pour le Développement (ROAD).

La réunion a débuté par des analyses et des échanges sur la conjoncture internationale avant de s'engager dans deux débats de fond concernant l'identité et la pertinence du FSM. Les interrogations : Quel FSM face au contexte international actuel et quel CI pour le seconder ? ont structuré l'essentiel des discussions.

Le CI a pris la décision d'organiser le prochain FSM pour la deuxième fois successive à Tunis en mars 2015. Un autre FSM aura lieu en août 2016 au Québec avec la possibilité de tenir également un FSM en Asie en 2016 ou (très probablement) en 2017. On reviendrait alors à des Forums sociaux mondiaux annuels. A rappeler que ce fut en 2007 que fut prise la décision de tenir des FSM tous les deux ans.

Un agenda des Forums et activités prévus pour 2014 a été établi. La première Université du réseau CADTM Afrique y est mentionnée.

Des groupes de travail ont été mis en place. Ils travailleront d'ici le prochain CI à la mémoire du FSM (seront systématisées toutes les analyses, documents et archives du FSM depuis 10 ans), à la redéfinition et à la précision des tâches concrètes du CI et enfin, ils réaliseront une étude de faisabilité du transfert du secrétariat du FSM du Brésil vers le pays qui accueillera le prochain FSM, en l'occurrence la Tunisie.

Le lieu de la prochaine réunion du CI n'a pas été défini.

4. Principaux résultats atteints

- La Création lors de la 3^{ème} Assemblée mondiale du réseau CADTM (mai 2013- Bouznika/Maroc) d'un Secrétariat international partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC/CADTM Maroc constitue une étape supplémentaire dans la dynamique entamée depuis plusieurs années de renforcement du réseau CADTM Afrique tout en assurant une plus forte synergie Sud-Sud et une meilleure coordination entre les différents réseaux continentaux du CADTM international. Cette coordination entre réseaux continentaux est soutenue également par la création durant l'Assemblée mondiale du Conseil international du CADTM qui travaille entre autres au suivi des travaux des structures continentales du réseau et au renforcement des collaborations entre elles ;
- Plusieurs éléments ont significativement contribué à conforter le réseau CADTM Afrique en 2013. L'une des tâches dévolue à ATTAC/CADTM Maroc dans sa fonction de Secrétariat international partagé consiste à travailler au renforcement des activités du CADTM en Afrique et plus particulièrement au développement de celles-ci en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ensuite, non seulement, le réseau a tenu une Assemblée générale lors de l'Assemblée mondiale du réseau mais de plus, le fonctionnement de sa coordination a été consolidé par la tenue de deux réunions physiques et la mise sur pied de procédures de recrutement d'un Secrétaire permanent dont la priorité est bien de renforcer l'organisation de la coordination du CADTM Afrique. En outre, la forte délégation africaine au Forum Social Mondial de Tunis a permis au CADTM Afrique de s'impliquer dans l'organisation de nombreuses activités, lui a assuré une bonne visibilité, a placé les membres d'ATTAC/CADTM Maroc et de RAID-ATTAC-CADTM Tunisie dans un rôle de tout premier plan, le tout ayant inexorablement contribué à renforcer le réseau CADTM Afrique. Notons également que la participation de délégués africains aux deux réunions du Conseil international du FSM en 2013 a permis de consolider l'implication du réseau CADTM Afrique dans les réflexions et analyses qui animent le processus FSM ;
- L'année 2013 a été très importante pour la consolidation du travail du réseau CADTM AYNA. Les principales avancées du réseau furent :
 - La publication du Manuel d'audit citoyen de la dette : expériences et méthodes. Cet outil pédagogique est un atout pour la diffusion des analyses et des revendications du CADTM AYNA sur la dette et l'audit ;
 - Une augmentation des publications du réseau sur le thème de la dette en Amérique latine
 - La réussite des activités tenues en Haïti lors du Vème Séminaire international du CADTM AYNA. Elles ont permis de témoigner du soutien du réseau CADTM AYNA aux luttes du peuple d'Haïti, de développer la problématique de l'audit de la dette et

de sensibiliser l'opinion sur l'importance de soutenir les mouvements sociaux haïtiens en lutte contre le système de la dette. Elles furent également, via la tenue de la rencontre annuelle du réseau CADTM AYNA, un moment fort pour le renforcement du réseau.

Les efforts restent soutenus pour assurer la meilleure efficacité au fonctionnement de la coordination du réseau AYNA. Des réunions skype mensuelles sont organisées et la coordination est renforcée par le travail d'un permanent, Daniel Munevar, qui impulse et soutient le suivi de ses activités et projets.

- 2013 signe l'avancement des audits citoyens de la dette au sein du réseau CADTM Afrique. Deux de ses organisations membres (cf. la CAD-Mali et RAID-ATTAC-CADTM Tunisie) l'ont initié et en ont posé les fondements ;
- Le réseau CADTM a fortement renforcé son implication sur la question du genre. En 2013, la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM s'est considérablement structurée et a fait preuve d'un grand dynamisme. Elle a tenu 4 réunions physiques, est intervenue ou a co-organisé des ateliers lors du FSM et de l'Université d'été du CADTM Europe, a présenté à l'Assemblée mondiale du réseau ses analyses et propositions et s'est doté d'un programme d'activités pour 2014 ;
- Le CADTM Afrique a développé son travail d'interpellations politiques. Parallèlement au plaidoyer politique mené par RAID-ATTAC-CADTM Tunisie dans le cadre de sa campagne internationale contre la dette débutée en 2011, ATTAC/CADTM Maroc ainsi que la CAD-Mali ont entamé des démarches d'interpellations à l'égard de mandataires politiques.

5. Difficultés rencontrées

- La difficulté principale tient à l'insuffisance de moyens matériels et financiers. Comme cela avait déjà été le cas pour les deux programmes Partenaires antérieurs financés par le CNCD, si le subside octroyé dans le cadre de ce programme a été l'occasion d'un saut qualitatif par rapports aux programmes précédents, le montant total affecté n'a pas permis de financer l'ensemble des activités budgétisées dans le budget prévisionnel triennal. Des choix ont donc dû être réalisés. De plus, des retards dans les versements des subsides ont amené les réseaux continentaux du CADTM à devoir postposer une série de ses activités . Pour diminuer cet obstacle financier à la réalisation de leurs activités, le réseau CADTM Afrique et CADTM AYNA sont tous deux conscients de l'importance de diversifier leurs sources de financement. Le transfert du secrétariat du réseau CADTM Afrique au Mali au niveau de la CAD

s'inscrit dans cette perspective. En effet, cette organisation possède une grande expérience en matière de gestion financière et comptable, dispose de permanent-e-s et entretient de bonnes relations avec des bailleurs de fonds basés en Afrique. Elle pourra dès lors fournir une aide précieuse au réseau lorsqu'il entreprendra, en 2014, des démarches pour l'obtention de nouveaux financements.

- La participation des organisations membres des réseaux CADTM AYNA et CADTM Afrique aux activités est fréquemment déforcée à cause d'une politique restrictive en matière de visas. C'est pourquoi, le réseau tient le plus souvent ses activités en dehors de l'Europe forteresse (cf. Assemblée mondiale du réseau au Maroc en mai 2013) et anticipe au maximum la venue des délégué-e-s afin qu'ils/elles puissent faire toutes les démarches nécessaires à l'obtention des visas et autres documents leur permettant de voyager. Aucun désistement quant à la participation au FSM de Tunis ne put être imputable à la non attribution de visas ;
- En raison de connexions internet défaillantes ou inexistantes, la communication au sein du réseau CADTM Afrique n'est toujours pas des plus efficaces. Cela génère un manque de réactivité à l'actualité du réseau et une participation inégale des associations membres à la conception et à la réalisation des activités. Lorsqu'une réaction par mail se fait attendre, la coordination CADTM Afrique utilise de plus en plus les appels téléphoniques qui permettent la plupart du temps de débloquer la situation ;
- Depuis sa création en 2009, le nombre de pays et d'organisations membres du CADTM AYNA est resté stable. Le réseau compte sur la publication du Manuel d'audit et l'organisation de séminaires et d'ateliers au niveau national pour faciliter l'émergence d'un processus d'expansion. Déjà en Colombie et au Brésil, la réalisation d'activités de promotion du Manuel a relancé l'intérêt sur le thème de la dette et permis au CADTM AYNA de rentrer en contact avec de nouveaux groupes et mouvements sociaux ;
- Malgré la volonté du CADTM AYNA tout comme du CADTM Afrique de mettre en pratique l'égalité de genre autant dans leur fonctionnement que pour la participation à des activités régionales ou internationales du réseau ou auxquelles le réseau participe, celle-ci n'est pas toujours effectivement d'application. Aussi, la prise en compte de la thématique des féminismes et des luttes des femmes n'est pas systématique dans les analyses des réseaux continentaux du CADTM. L'important travail fourni par la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM et sa reconnaissance par le réseau devraient contribuer à renforcer l'engagement féministe du CADTM dans ses pratiques et analyses ;
- Malgré une reconnaissance en interne au sein du CADTM AYNA de l'importance de la thématique environnementale, elle n'est pas prioritaire et dès lors, peu de publications lui sont actuellement consacrées. Afin de modifier cette dynamique,

maria Elena Saludas qui succède à Daniel Munevar comme coordinatrice du CADTM AYNA sera vigilante à intégrer ses thématiques dans le travail du réseau ;

- En Tunisie, le fait que le remboursement de la dette soit devenue une priorité pour le gouvernement transitoire et que la proposition de loi sur l'audit de la dette n'a toujours pas été débattue à l'Assemblée nationale constituante (ANC) empêchent tout débouché concret d'envergure à la campagne menée par RAID-ATTAC-CADTM depuis 2011 ;
- La répression à l'égard des mouvements sociaux et dès lors, d'ATTAC/CADTM Maroc ne cesse de croître. Non seulement, l'Etat marocain harcèle et provoque l'association et ses membres en fabriquant de toutes pièces des procès, en exigeant les licenciements des militant-e-s, en fermant le local de l'association mais en plus, il empêche ATTAC/CADTM Maroc de fonctionner de façon légale. Sans récépissé légal, ATTAC/CADTM Maroc ne peut solliciter quelques subsides ni avoir accès à différents espaces publics ce qui limite la tenue de ses activités propres mais aussi la réalisation effective des tâches que l'association s'est vue attribuées en tant que Secrétariat international partagé du CADTM.

6. Méthodologie

1. Partenariats développés

Le programme élaboré en étroite collaboration avec la coordination du CADTM Afrique a permis de mettre en place des synergies avec les mouvements sociaux en particulier tunisiens lors du FSM de Tunis et de la préparation de l'Assemblée des mouvements sociaux (AMS) de ce Forum. ATTAC/CADTM Maroc et RAID-ATTAC-CADTM Tunisie furent fortement impliqués dans la préparation et le déroulement de l'AMS qui a réuni plus de 1.000 personnes.

Le CADTM Afrique s'est vu renforcé lors de son Assemblée générale de mai 2013 par l'adhésion d'une nouvelle organisation : la Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette du Cameroun (PFIAD) tandis que RAID-ATTAC-CADTM Tunisie, dans le cadre de la création en novembre 2013 du collectif « Rencontre de Lutte contre la Dictature de la Dette » (RLCDD), a développé des partenariats, déjà existants pour certains, avec cinq autres associations et organisations¹³ tunisiennes.

¹³ OTC (L'Organisation Tunisienne pour la Citoyenneté), UGET (Union Générale des Etudiants de Tunisie), UDC (Union des Diplômés chômeurs), APEP (Association Pour la Préservation de l'Ecole Publique) et UGTT (Union Générale Tunisienne du Travail - Département femme, jeunesse ouvrière et associations).

Le lancement du Manuel d'audit a permis au réseau CADTM AYNA de faciliter le développement de relations avec d'autres associations. En Colombie, a été relancée une campagne pour l'audit avec la participation de plusieurs nouvelles organisations et mouvements sociaux. Au Brésil, l'organisation *Auditoria Ciudadana de la deuda* a également avancé dans la constitution de groupes locaux en vue de promouvoir des audits de la dette des gouvernements locaux et régionaux.

Dans le cadre du Secrétariat international partagé du CADTM, ATTAC/CADTM Maroc renforcera toute une série de partenariats déjà existants. Ainsi, il assumera les tâches d'entretien des relations avec le processus du Forum social mondial, avec l'Assemblée mondiale des mouvements sociaux et différents partenaires mondiaux et travaillera au développement de synergies avec la Via Campesina et la Marche mondiale des femmes.

Le CADTM AYNA collabore avec d'autres réseaux régionaux qui travaillent sur le thème de la dette : Latindadd et Jubileo Sur. Avec Latindadd, Le CADTM AYNA travaille conjointement pour la tenue de leurs séminaires annuels respectifs, élabore des déclarations communes sur des thèmes importants pour la région et a coordonné le lancement du manuel de la dette. La dynamique est similaire avec Jubileo Sur bien que les échanges soient moins réguliers. Malgré cela, en octobre 2013, un délégué du CADTM AYNA a participé à une réunion organisée par Jubileo Sur au Brésil. Enfin, durant son programme d'activités en Haïti, le CADTM AYNA a étoffé ses liens avec des mouvements sociaux haïtiens luttant sur les questions des droits humains, du féminisme, de la souveraineté alimentaire, de la dette et de l'éducation populaire.

2. Interpellation politique

ATTAC/CADTM Maroc a développé tout un travail d'interpellation politique destiné à soutenir l'Association des victimes des organismes de microcrédits de la région de Ouarzazate. (Voir ci-dessus. Activité 3. Développer les interpellations politiques). Si toute cette activité a permis l'émergence d'une campagne internationale de solidarité avec les victimes des microcrédits et a augmenté la visibilité de cette lutte notamment dans les médias¹⁴, au vu de la répression qui s'exerce contre les associations et individus qui s'opposent aux autorités au Maroc, on ne peut malheureusement en rien présager des succès de ces interpellations.

La CAD-Mali a mené en 2013 de multiples interpellations politiques (Voir ci-dessus. Activité 3. Développer les interpellations politiques) prenant la forme de séances d'interpellations

¹⁴ Une envoyée spéciale de Libération parti à Ouarzazate pour réaliser un article sur les luttes de l'Association des victimes des organismes de microcrédits. Voir : http://www.liberation.fr/economie/2013/11/18/au-maroc-la-double-peine-des-victimes-du-microcredit_947936

publiques, de « thé politique » où les mandataires sont invités à participer aux débats ou encore d'une collaboration directe où via l'apport de son expertise la CAD-Mali a contribué à l'avènement d'un projet de loi (cf. projet de loi contre l'enrichissement illicite soutenu par le Ministre de la justice malienne).

Du côté de la Tunisie, RAID-ATTAC-CADTM a poursuivi sa campagne internationale contre la dette initiée en 2011. En 2013, l'association a développé ses collaborations avec des député-e-s et des groupes parlementaires européens. Ces collaborations ont abouti à l'adoption d'une résolution de l'Assemblée parlementaire de l'Union méditerranéenne mentionnant explicitement la dette odieuse et faisant le lien avec les avoirs illicites, à la sensibilisation de l'opinion publique sur les dangers d'une politique de rigueur contenue dans le projet de budget 2014 ainsi qu'à la réalisation d'une question parlementaire adressée au Ministre belge des finances sur la suspension du paiement de la dette tunisienne et la réalisation d'un audit pour identifier la part illégitime et odieuse de cette dette (voir Activité 3. Développer les interpellations politiques).

Dans la majorité des pays de la région, le réseau CADTM AYNA est en contact avec des organisations politiques et des représentant-e-s des congrès nationaux. A titre d'exemple, l'audience publique organisée en novembre 2013 par l'*Auditoria Ciudadana de la deuda*, association membre du CADTM AYNA, s'est tenue au sein du Sénat fédéral brésilien et a compté sur la participation (également comme « personnes ressources ») et le soutien de divers sénateurs et congressistes. Aussi, pas moins de six partis politiques progressistes haïtiens furent rencontrés par le CADTM AYNA durant son programme d'activités en Haïti. Plus généralement, le réseau dispose de contacts au sein des gouvernements de Bolivie, d'Equateur et du Venezuela avec lesquels il entretient des échanges d'informations réguliers.

3. Genre

Comme déjà souligné précédemment, en 2013 le réseau CADTM a fortement renforcé son implication sur la question du genre

Le CADTM, un réseau résolument féministe

Durant son Assemblée mondiale, le CADTM a réaffirmé son engagement féministe et a placé cette question au centre de ses préoccupations tant dans son fonctionnement (parité à tous les niveaux) que dans son action et ses revendications. Tout au long de cette rencontre, le féminisme a réellement pesé dans les discussions et a occupé une place importante dans les débats et dans les décisions. La Coordination internationale des luttes féministes du CADTM s'est réunie à plusieurs reprises lors de l'Assemblée mondiale pour mieux mettre en relation les différentes luttes en cours, actualiser et échanger sur les liens entre dette et féminisme. Le rapport sur l'insertion du CADTM dans les luttes féministes et sur la traduction dans son fonctionnement de son engagement féministe a été introduit durant cette réunion

internationale par Christine Vanden Daelen (CADTM Belgique), Fatima Zahra El Belghiti, Rabia El Houari et Mina Amzil (ATTAC/CADTM Maroc).

Parallèlement au travail effectué durant l'Assemblée mondiale, la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM s'est créée durant toute l'année des espaces de travail qui lui permirent de se structurer, d'élaborer un plan d'actions et de travailler effectivement à sa concrétisation (Voir Action 2 : Continuer à renforcer les capacités des femmes africaines sur la dette et son impact spécifique sur les femmes).

Comme soulevé dans la partie dédiée aux difficultés, la mise en œuvre d'une véritable égalité hommes et femmes ne reproduisant pas une division sexuelle du travail au sein du réseau et la prise en compte des luttes et analyses féministes ne sont pas encore à la hauteur de la reconnaissance du CADTM comme constituant un réseau bel et bien féministe ;

En 2014, l'engagement féministe du réseau sera encore accentué par l'organisation de deux activités ayant comme point focal le genre et les luttes des femmes. Ainsi, se tiendront au Maroc un séminaire de renforcement des capacités des femmes du CADTM Afrique sur la dette, l'audit et le microcrédit ainsi qu'une caravane internationale de solidarité avec la lutte des femmes contre les microcrédits dans la région de Ouarzazate. En 2014 également, la Coordination du CADTM AYNA sera assumée par une personne sensible à la thématique du genre. Notons enfin qu'existe le projet de faire de la Coordination des luttes féministes du CADTM une structure à part entière du réseau.

4. Environnement

La thématique liée à l'environnement est bien présente dans ce programme. Durant le FSM de Tunis fut organisé un atelier sur la dette et biens communs (la question du pillage des ressources naturelles). Si pour les raisons invoquées plus haut, l'activité du CADTM Afrique autour de la question des réparations et notamment des réparations pour dette écologique n'aura in fine pas lieu en 2013, cette thématique reste un axe de travail important pour le CADTM Afrique. En effet, les réparations pour pillage des ressources naturelles de l'Afrique constituent le thème d'un des ateliers de la première Université du CADTM Afrique qui doit se tenir en mars 2014 à Tunis. Notons qu'en 2013, le CADTM AYNA s'est positionné contre la fin de l'initiative de ITT Yasuni.

L'impact de l'environnement dans le programme se traduit par l'organisation de plusieurs activités du réseau de façon consécutive (cf. programme d'activités du réseau CADTM AYNA en Haïti). Une autre mesure pour minimiser l'impact écologique des déplacements des délégué-e-s consiste à profiter de la présence de plusieurs membres du réseau en un endroit pour organiser un maximum de réunions d'échanges, de discussions et de prises de décisions (cf. série de réunions tenues lors du FSM de Tunis et lors de l'Assemblée mondiale du réseau)

5. Durabilité

Comme annoncé dans le programme, les synergies envisagées à l'intérieur du réseau lors d'activités communes permettent aux membres du Sud de mieux se connaître, d'échanger sur les luttes sociales, les politiques de leurs gouvernements respectifs, les alternatives en cours et/ou à élaborer, les caractéristiques communes et/ou divergentes de l'endettement de leurs pays, les impacts des projets financés par les Institutions financières internationales (IFI) dans leurs pays et régions, etc. En 2013, la multiplication des espaces où ces échanges et réflexions collectives ont pu se tenir (cf. tenue de l'Assemblée mondiale du réseau CADTM, de l'Assemblée générale du CADTM Afrique, de la rencontre annuelle du CADTM AYNA, création du Conseil international (CI) du CADTM, participation au FSM, à l'Assemblée mondiale des mouvements sociaux, au CI du FSM, à la formation de l'Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam) a irrémédiablement mené à une augmentation de ces synergies participant à la durabilité de ce programme.

Étant donné le contexte, les organisations membres du réseau ne collaborent pas avec les autorités de leur pays et travaillent à la convergence des mouvements sociaux dans leur pays et leur région et, de façon plus globale, au sein de l'Assemblée des mouvements sociaux. Il est à souligner qu'avant leur adhésion au réseau, les organisations ont fourni un travail pendant plusieurs années là où elles se trouvent, ce qui témoigne de l'enracinement et du caractère viable et durable de leur action. Ainsi, en 2013, le réseau CADTM Afrique a accepté la candidature de la Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette du Cameroun (PFIAD). Cette association est active sur le terrain depuis 2001 et a acquis une certaine expérience sur la question de la dette, de la justice sociale et du développement humain des populations camerounaises en vue de leur autopromotion et de leur plein épanouissement.

Le renforcement en 2013 des coordinations régionales du CADTM et le soutien financier apporté pour tout le travail réalisé concourt à la durabilité et à la stabilisation de ces structures qui en planifiant et en organisant les différentes activités à mener assurent la viabilité du réseau et la réalisation de ses différents projets financés en partie dans le cadre de ce programme. L'existence d'un poste de permanent pour assurer le secrétariat de la coordination CADTM AYNA et la rémunération d'une personne à partir de 2014 pour cette fonction au sein du CADTM Afrique tout comme la tenue fréquente de réunions des coordinations régionales permettent d'en renforcer le travail. Enfin, la création lors de la 3^{ème} Assemblée mondiale du CADTM d'une part, d'un Secrétariat international partagé qui renforce le poids du Sud dans le réseau tout en assurant une plus forte synergie Sud-Sud et d'autre part, du Conseil international du CADTM qui travaille à soutenir et à renforcer la collaboration entre les réseaux continentaux représentent toutes deux un gage de la pérennisation du réseau et dès lors, des activités qu'il prend en charge dans ce programme. Notons pour clore ce point, qu'autant le CADTM Afrique que le CADTM AYNA se sont engagés dans des dynamiques de diversification de leurs sources de financements devant leur assurer une plus grande indépendance financière. Ainsi, alors que les organisations membres

du CADTM AYNA tentent de trouver des mécanismes de financement au niveau local et régional, ATTAC/CADTM Maroc a parmi ses responsabilités la recherche de fonds devant lui permettre d'assurer ses tâches de Secrétariat international partagé.

Par ailleurs, une cohérence a été pensée entre les différentes actions de ce programme qui visent à se renforcer mutuellement.

7. Evaluation

Lors de sa rencontre annuelle tenue en novembre 2013 à Port-au-Prince en Haïti, les délégué-e-s du CADTM AYNA ont réalisé l'évaluation des activités menées par le réseau en 2013. Ils ont évalué les réalisations du réseau sur ses deux thématiques de travail (cf. l'audit et la judiciarisation/ l'architecture financière régionale) selon 3 critères : le fonctionnement de la coordination du CADTM AYNA, la production d'analyses et l'organisation des activités. Voici les principales conclusions de cette évaluation collective :

- ***Le fonctionnement de la coordination du CADTM AYNA***

Il s'est amélioré de façon significative ces dernières années notamment grâce à l'organisation régulière de téléconférences (en 2013, elles ont eu lieu tous les mois avec la participation de personnes de pas moins de 8 pays). Lors de ces réunions sont discutées les initiatives menées au niveau national ainsi que la position du réseau sur des thèmes liés à la conjoncture régionale. Est également décidée collectivement la participation et l'organisation des activités à venir.

- ***La production d'analyses***

Un progrès très important a été réalisé par rapport à 2012. Le défi pour 2014 consiste à maintenir le nombre de productions et à diversifier leurs contenus afin de refléter la multiplicité des luttes que le réseau régional appuie en Amérique latine.

- ***L'organisation des activités***

Dans ce domaine aussi le réseau a progressé de façon importante depuis sa création en 2009. Il dispose désormais des mécanismes et de l'expérience pour planifier et mener à bien des activités dans différents pays de la région. En 2013, le défi fut d'organiser la rencontre annuelle du réseau en Haïti au vu des contraintes logistiques dues aux conditions spécifiques de ce pays. Malgré elles, des personnes en provenance de 5

pays ont participé et le réseau a pu mener des activités d'échange avec les mouvements sociaux haïtiens. Grâce à une planification réalisée 4 mois avant l'activité, le réseau a pu diminuer les frais liés à sa tenue tout en y assurant la participation du plus grand nombre des membres du réseau.

De façon plus générale, la réalisation de cette évaluation réalisée à Port-au-Prince fut ressentie comme constituant un outil très utile pour améliorer la coordination du réseau CADTM AYNA. Elle permit de mettre en évidence l'importance d'organiser le travail en fonction des résultats attendus et la nécessité de plus intégrer les thématiques du genre et de l'environnement. Ces deux éléments jouiront d'une attention particulière lors du travail de planification des activités 2014 du réseau CADTM AYNA.

Une seconde évaluation plus générale du réseau CADTM international fut réalisée en amont de l'Assemblée mondiale du réseau. Son objectif consistait à proposer une synthèse des principales forces et faiblesses du réseau. Chaque organisation membre du CADTM fut consultée sur base d'un questionnaire à remplir par mail avant la tenue de l'Assemblée. Ce document fut rempli par 12 associations membres africaines et 4 organisations latino-américaines. La synthèse de l'ensemble des réponses fournies et la présentation des principales conclusions fut présentée durant l'Assemblée mondiale du CADTM. Elle est disponible en Annexes/pièce-jointe au rapport narratif. Notons que ce questionnaire a fait une part belle à la question de l'égalité hommes/femmes.

En voici les conclusions principales :

Le réseau CADTM est composé d'organisations diversifiées (taille, structure, budget, axes prioritaires, etc.).

Le CADTM est assurément composé d'organisations militantes ayant à cœur de porter la thématique phare : la dette.

Chaque organisation a sa spécificité d'analyse ou d'approche de la thématique en fonction du contexte, du type d'organisation (femmes, extractivisme, fiscalité souveraineté, audit, etc.).

La principale difficulté identifiée par les organisations membres est le manque de ressources financières et logistiques (local, connexion internet, ...) qui est contrebalancée par l'implication des membres de l'organisation.

Ceci-dit, les membres vraiment actifs sont peu nombreux au sein des organisations et la question du renouvellement et du renforcement des forces revient fréquemment.

Au niveau des structures du réseau, il apparaît nécessaire :

- D'améliorer la connaissance de la structure du réseau international (SI, réseaux continentaux, coordinations régionales, etc.) ;

- D'améliorer la communication entre le SI et les organisations membres, entre le SI et les coordinations régionales et entre les coordinations régionales et les organisations ;
- Améliorer la connaissance des outils à disposition (bulletin, la revue « Les autres voix de la planète, le site, etc.) ;

Enfin, lors de l'Assemblée générale du CADTM Afrique, sa nouvelle coordination s'est vue attribuer comme mandat de très prochainement désigner un-e évaluateur/rice des activités du CADTM Afrique financées par ce programme.